



SOLEIL NOIR

Bulletin aperiodique anarchiste



Caen, Mars 2023.

PRIX
LIBRE

Et le soleil est noir...

Si notre soleil est noir, c'est parce qu'une tâche se pose chaque jour sur notre cornée : là, troublant notre idéal domination, oppression, exploitation. L'ombre pesante du pouvoir et de l'autorité vient obscurcir notre goût insatiable de vivre et notre désir de liberté et d'égalité.

Soleil Noir est une aventure collective. Pour autant, vous ne trouverez ici ni le Nous d'une position - d'un Parti pas si imaginaire que ça par exemple -, ni celui d'une Organisation, mais des textes, des analyses, des infos qu'il semblait important de mettre en circulation. Souvent glané dans des revues amies, ou rédigé par nos soins ou collectivement dans des assemblées ou des collectifs, tout ce « fatras » cherche à « éclairer » les situations que nous vivons, à alimenter nos révoltes et nos désirs de détruire ce vieux monde.

Si Soleil Noir n'est pas écrit à partir d'une position homogène et monolithique, il n'en demeure pas moins que notre « rédaction » partage de réelles affinités. Loin des poses militantes, pragmatiques ou radicales, et du goût consensuel de la composition politique, l'aventure vise à renouer avec un anarchisme autonome des structures politiques et syndicales, participant à son humble mesure à combattre ce monde d'exploitation et de dominations.

Chaque participation est le fruit de réflexions individuelles ou collectives, mais ne vise en rien à refléter une position commune et consensuelle à l'ensemble des contributeurs et contributrices. Vous pouvez vous-mêmes proposer des contributions en nous envoyant des textes ou en nous contactant pour nous rencontrer.

Ce bulletin ne se veut pas un outil de promotion de l'anarchisme ou de propagande, comme les aiment les idéologues et les publicitaires de tout poil, encore moins un outil d'expertise comme les affectionnent les sociologues, économistes, enquêteurs-militants et conseillers scientifiques.

C'est le parti pris de diffuser des textes et des analyses souvent éparpillés dans des fanzines, des revues, des journaux ou sur le net, d'y ajouter informations et analyses personnelles, le parti-pris de participer à partager ces éléments hors du « milieu radical », et de tout ce qu'il peut parfois avoir de clos. Le bulletin est diffusé en format papier et numérique. Son impression papier comme sa diffusion de la main à la main sont vivement conseillées, pour alimenter vos Infokiosk ou vos lieux de diffusion (squats, locaux, librairies) ■

■ Soleil Noir,
soleilnoir-caen@riseup.net

*« Quiconque a regardé le soleil fixement
Croit voir devant ses yeux voler obstinément
Autour de lui, dans l'air, une tache livide.*

*Ainsi, tout jeune encore et plus audacieux,
Sur la gloire un instant j'osai fixer les yeux :
Un point noir est resté dans mon regard avide.*

*Depuis, mêlée à tout comme un signe de deuil,
Partout, sur quelque endroit que s'arrête mon œil,
Je la vois se poser aussi, la tache noire !
[...]*

Gérard de Nerval, le point noir.

*« Pour ne plus, jamais plus, vous parler de la pluie,
Plus jamais du ciel lourd, jamais des matins gris,
Je suis sortie des brumes et je me suis enfuie,
Sous des ciels plus légers, pays de paradis,
Oh, que j'aurais voulu vous ramener ce soir,
Des mers en furie, des musiques barbares,
Des chants heureux, des rires qui résonnent bizarres,
Et vous feraient le bruit d'un heureux tintamarre,
Des coquillages blancs et des cailloux salés,
Qui roulent sous les vagues, mille fois ramenés,
Des rouges éclatants, des soleils éclatés,
Dont le feu brûlerait d'éternels étés,*

*Mais j'ai tout essayé,
J'ai fait semblant de croire,
Et je reviens de loin,
Et mon soleil est noir,
Mais j'ai tout essayé,
Et vous pouvez me croire,
Je reviens fatiguée,
Et j'ai le désespoir
[...]*

Barbara, Le soleil noir

NOUS DÉDIONS CE NUMÉRO À DEUX AMIS, Charles, avec qui nous avons squatté et partagé des moments de vie et de lutte. Pas épargné par les difficultés et la Justice, il a décidé de partir définitivement.

Plus que jamais, détruisons toutes les prisons.

Nous n'oublions également pas Claude, qui était venu à plusieurs reprises à Caen « causer » de terrorisation démocratique et des Enragé-es de la Révolution française, et avec qui des liens affectueux se sont maintenus jusqu'au bout de la maladie. •

EN GREVE JUSQU'À LA RETRAITE



« Avec le communisme anarchiste, plus d'exploitation de l'homme par l'homme, plus de ces mangeurs de sueur, plus de ces commerçants à l'esprit mercantile, rapaces, égoïstes, empoisonnant, falsifiant leurs produits et leurs denrées, amenant ainsi la dégénérescence du genre humain. »

Clément Duval, Défense lors de son procès pour expropriation (vol) en 1887, extrait de *Moi Clément Duval, anarchiste et bagnard*.

LA RETRAITE ÇA FAIT DES PLOMBES qu'on a renoncé à la toucher. On a cumulé les tafs de merde, les périodes de chômage, les études et les formations. Juste de quoi remplir un CV, mais certainement pas de la toucher un jour à taux plein. Heureusement qu'un certain nombre d'entre nous n'ont pas attendu pour la voler, la retraite. De celle qu'on tire à l'arrachée sans annuité, entre des périodes de tafs. Une façon d'échapper à leur sale guerre économique, du tou-te-s contre tou-te-s, de goûter un peu plus à un temps volé pour un moment à leur emprise. Parce que la retraite ou le chômage ce n'est pas forcément ce moment d'anéantissement que décrivent à longueur de journée sur les chaînes infos les propagandistes du libéralisme.

Il faut d'ailleurs avoir travaillé, en bourgeois-e-s qu'ils elles sont, dans des secteurs protégés, pour concevoir le travail salarié comme une réalisation de soi. On sent bien qu'ils et elles n'y ont pas goûté à la chaîne, aux travaux absurdes et répétitifs, de ceux qui vous dévorent le corps ou l'esprit. Qu'ils et elles n'en ont pas soigné à la va-vite des malades ou des personnes âgées que l'on panse à la chaîne ou que l'on trie aux entrées. Qu'ils et elles n'en ont pas dé-

valé des rues à vélo ou en bécane pour livrer de la bouffe de merde. Bref, qu'ils et elles n'ont pas en bouche ce goût amer qui vous fait sentir que votre taf est absurde, vous échappe ou perd le rare sens qu'il pouvait conserver.

Ils et elles n'ont que trop peu subi les techniques de management qui partout se sont imposées avec dans leur sillon burn out, accidents et suicides ; et pour cause, ce sont souvent les mêmes gestionnaires qui les ont imposés, en même temps que les plans de licenciement et de restructuration.

Ce n'est pas vraiment une surprise qu'un gouvernement au service des plus riches - mais n'est-ce pas la fonction de tous les gouvernements ? - rogne encore davantage les salaires, cette fois-ci différés, de ceux et celles qui triment. Aujourd'hui, l'espérance de vie d'un ouvrier est de 67 ans. C'est peu ou prou cet âge qui est réellement visé par les promoteurs des différentes réformes des retraites. Il s'agit d'user les plus exploité-e-s jusqu'au squelette.

PAS DE RETRAITE SUR LES RÉFORMES.

C'EST LA MÊME LOGIQUE qui préside depuis des années à l'ensemble des « réformes » et coupe-franche

dans les budgets de l'assurance chômage, de l'assurance maladie ou des services hospitaliers.

Ainsi, des millions de précaires et quelques millions de chômeur-se-s se sont retrouvé-e-s confrontés à une réduction drastique de leurs droits suite aux dernières réformes de l'assurance chômage, et un prochain tour de vis est annoncé.

Le tout s'accompagne d'un recrutement massif d'agents de contrôle *Pôle emploi*, chargés de foutre sur la tempe des indemnisé-e-s la menace de la radiation et de traquer ceux et celles qui bidouillent. Ces agents des pôles radiation, concentrés sur la traque et pas sur l'aide aux indemnisé-e-s, pourront dorénavant après avoir accès aux comptes en banque de leurs administré-e-s, grâce à un décret d'application discrètement promulgué en août, fouiller dans les données que les opérateurs téléphoniques ou les fournisseurs d'énergie des indemnisé-e-s devront leur fournir en cas de demande.

Parce que cette réforme, comme celles qui l'ont précédée et celles que le gouvernement annonce déjà ne visent en rien à réduire le chômage, mais bien à toujours plus nous précariser, nous faire accepter les boulots les plus merdiques, payés au lance-pierre. L'augmentation des radiations, des emplois précaires et la diminution des indemnisé-e-s permet au passage de diminuer artificiellement le taux de chômage.

Quant aux crises économiques, écologiques, sanitaires qui hantent notre époque, elles permettent à l'Etat et au capital de légitimer leurs politiques de contraintes, de discipline et de sacrifice. Tandis que les plus riches et l'appareil d'Etat ne cessent d'une part d'engranger plus de bénéfices et d'autre part plus de pouvoir, nous croulons tous les jours un peu plus sous l'augmentation des prix, la précarisation de nos conditions de vie, la destruction du monde. C'est notre temps de l'insouciance, insouciance qui n'existe que dans la tête de quelques technocrates et communicants, qui est appelé à s'éteindre.

CONTRE LA RETRAITE ET SON MONDE.

IL N'Y A RIEN A SAUVER DE CE MONDE. Ou juste ce qui lui échappe encore : la beauté d'un paysage, l'entraide et la force d'une insoumission, l'odeur d'un corps ou d'un feu de bois, la façon de se tenir coude à coude. Autant d'éléments de ce monde que l'Etat et le capital cherchent à domestiquer, réduire

en quantité mesurable, en ressources valorisable, en marchandises.

C'est dès lors étonnant de voir comment nous nous pressons en foule, parfois avec une détermination admirable, pour en sauver des pans entiers. Comme si ce monde du paritarisme qui avait vu se généraliser le système des retraites, ces fameuses « trente glorieuses » dont la gauche n'a de cesse de nous faire l'apologie, avait été un monde délivré de l'exploitation et de la domination.

Il faut se souvenir de l'époque où se forge ce système de retraite et de la logique qui a présidé à sa mise en place. Nous sommes dans l'immédiat après-guerre, un compromis historique a eu lieu entre communistes et gaullistes autour du Conseil National de la Résistance (CNR). La gauche oublie opportunément de préciser que le programme issu du CNR, en même temps qu'il garantissait des formes d'entraide forgées par le mouvement ouvrier, les a nationalisées et « paritarisées » : les mutuelles d'entraide et les caisses de retraites seront dorénavant cogérées de manière paritaire par l'Etat, le patronat et les syndicats. Il ne s'agit en rien d'un « *communisme déjà là* » comme l'affirment les intellectuels de gauche Friot et Lordon, sinon comme un communisme bureaucratique que l'on connaît déjà trop bien, mais d'une généralisation, d'une nationalisation et surtout d'une « paritarisation » de l'entraide, vidée de toute autonomie.

C'est également l'époque de l'essor d'un capitalisme de consommation inauguré aux Etats-Unis, et de l'émergence d'une nouvelle technocratie passant allègrement des structures d'Etat aux grandes entreprises privées. Gaullistes et communistes s'entendent par exemple pour lancer le programme nucléaire français, porté par le Commissariat à l'énergie atomique. Se concentre alors dans la fusion d'intérêts entre grands corps d'Etat, science asservie et capitalisme industriel, l'ossature d'un monde qui tourne au désastre, multipliant jusqu'à aujourd'hui monstruosité technologiques et sociales. Dans le même mouvement, les anciens du CNR, communistes compris, soutiennent la colonisation, couvrent le massacre de milliers d'algériens et d'algériennes indépendantistes à Sétif, etc.

Le système des retraites actuel se forge dans ces années d'après-guerre, pas seulement parce qu'il existe une menace communiste ou insurrectionnelle et que la bourgeoisie s'est particulièrement compro-

mise avec le pouvoir pétainiste—le PC n'avait-il pas soutenu le pacte germano-soviétique dans un premier temps ?—, mais parce qu'il s'agissait par ce compromis d'anéantir toute perspective révolutionnaire. Il est le fruit d'un moment où deux figures concurrentes du capitalisme se partagent le monde : la capitalisme d'Etat et sa nouvelle classe dirigeante, la bureaucratie, d'une part, et le capitalisme privé où bourgeoisie et technocratie se distribuent le magot, d'autre part. Le Parti Communiste est alors la garant en France de cette paix sociale négociée à Yalta.

S'inaugure alors ce que la gauche politique et syndicale cherche à sauvegarder aujourd'hui, et ce qu'elle nomme injustement les « trente glorieuses » ou « l'Etat providence ». Pourtant, pour la classe ouvrière, ces années n'ont rien de glorieuses. Dans les usines le taylorisme et le fordisme détruisent les corps et les esprits. On l'oublie souvent mais l'aventure collective de 68 fût aussi ouvrière. A Caen, comme dans de nombreuses villes de province, une jeune génération frondeuse et fraîchement prolétariée refuse l'exploitation, les petits chefs et la hiérarchie, l'aliénation de la marchandise.

Quant au régime des retraites hérité de ce compromis historique, il maintenait déjà, après les années de labeurs, les inégalités de salaire et de statut qui préexistent dans le taf. Par ailleurs, rien ne peut compenser ces années là, dont les plus vulnérables, confronté-e-s à la silicose, l'amiante, les particules chimiques ou radioactives, les *burn-out* ou les accidents de travail, ne reviennent pas toujours.

Est-ce que c'est cet ancien monde que nous entendons sauver ? Ce même monde qui crame aujourd'hui sous nos yeux, qui vit sous la menace des guerres, dans lequel se noient ou crèvent aux frontières des millions d'exilé-e-s fuyant les guerres, les famines, la pauvreté ou les effets bien réels du dérèglement climatique. Ce monde qui n'est que le produit de l'emprise de l'économie et de la domination, de l'industrie et d'une technologie déchaînée et administrée par des gouvernements, des technocrates et des experts qui ne visent qu'à prolonger une organisation du monde dont ils tirent des bénéfices sans précédents.

On peut comprendre qu'un certain nombre de bénéficiaires du paritarisme, comme les bureaucrates syndicaux qui cogèrent avec le patronat les caisses de retraite ou l'assurance chômage, défendent ce vieux monde. Résignées ou opportunistes, les direc-

tions ne visent plus qu'à sauver leurs existences en accompagnant le mouvement. Mais nous, que voulons-nous en sauver ?

Quant au futur, il est déjà tellement obscurci, entre spectacles apocalyptiques, menaces de guerres atomiques, déferlement de désastres technologiques, poussées patriotiques et racistes et précarité généralisée qu'il apparaît surréaliste de se projeter comme retraité. Comment se projeter jusqu'à une hypothétique retraite dans une époque qui fabrique si massivement les conditions de la résignation et quelle retraite vivre au milieu d'un monde en lambeaux ?

Bien évidemment, nous sommes encore nombreux et nombreuses dans les cortèges, sur les blocages, dans les manifs sauvages à refuser plus globalement le monde qui se dessine chaque jour un peu plus sous nos yeux. Et si nous sentons bien que ces nouvelles « réformes » et la hausse du coût de la vie vont accentuer la précarité d'un certain nombre d'entre nous, nous sentons également que c'est le monde qui maintient l'exploitation et la nécessité d'un système de retraite qui est une aberration. C'est le sens réel du « *et son monde* »

Et pourtant, trop souvent nous fermons nos gueules, et reprenons, bouche en cœur, les slogans syndicaux. Tout juste s'y ajoute-t-il ce petit grain de sable du « *et son monde* », psalmodié jusqu'à la nausée, de mouvements en mouvements, par militant-e-s et radicaux-ales, mais qui ne vise plus rien d'autres qu'à faire tenir ensemble des logiques contradictoires et des intérêts parfois divergents, à faire converger réformistes et révolutionnaires.

LE LIBÉRALISME AUTORITAIRE.

AVEC LE MACHINISME, l'industrialisation et l'artificialisation croissante du vivant et du travail d'une part, et l'absence de menaces révolutionnaires d'autres part, le capital n'a plus la même obligation de lâcher du lest. La logique économique encourage le capital à de plus en plus investir sur la machine au détriment du travail dont le coût doit sans cesse être baissé. Dès lors, des pans entiers des populations deviennent surnuméraires, et servent davantage d'armée de réserve menaçant les salariés que de réelle force de travail. C'est dès lors un capitalisme plus libéral et autoritaire qui répond aux nécessités de l'époque.

C'est cette politique qu'applique la quasi totalité des gouvernements à travers le monde. Les mêmes politiques néo-libérales tirent les salaires vers le bas,

précarisent, détruisent tout ce qui est socialisé. Le capitalisme, qui a fini de triompher sur l'ensemble de la planète dans sa version libérale occidentale, industrielle russe ou hybride chinoise, s'accompagne de politiques de plus en plus autoritaires, d'outils de contrôle des populations de plus en plus perfectionnés.

Le temps de la redistribution est terminé, tandis que la chasse aux boucs-émissaires et autres ennemis intérieurs s'intensifie. La guerre civile a remplacé la guerre sociale. Dans ce contexte, les capitalistes lâcheront de moins en moins de miettes pour maintenir la paix sociale. La forme de résistance syndicale visant à mobiliser ses militant-e-s pour obtenir les miettes des profits générés par la productivité accrue n'est plus à l'ordre du jour.

Les échecs et les trahisons syndicales successives finissent par ailleurs de creuser le tombeau des mouvements sociaux traditionnels. Dès lors répondre à ces attaques à partir de perspectives citoyennes, du mythe de l'Etat providence, des chimères de la vieille gauche politique et syndicale est non seulement illusoire, mais également contre productif.

Les avancées relatives et remplies de contradictions obtenues par le Front populaire, par le programme du Conseil national de la résistance, par les accords salariaux de 1968, qui sont aujourd'hui évoquées par une partie du mouvement n'ont été obtenues que parce qu'il existait un mouvement social ou un rapport de force favorable, et surtout un mouvement révolutionnaire et des poussées subversives qui menaçaient les intérêts de la bourgeoisie et de l'Etat. Par ailleurs, la redistribution répondait aux besoins du capital de construire un capitalisme de consommation. Le rôle de la vieille gauche politique ou syndicale a d'ailleurs été, en ces circonstances, de canaliser les aspirations d'émancipation populaires, de rétablir un retour à la normale, de vider les usines occupées et d'appeler à remplir les urnes.

Dès lors, n'est-il pas idéaliste, voir idéologique, de continuer à croire que nous pourrions nous appuyer sur des structures organisationnelles et idéologiques qui nous sont hostiles ?

EN FINIR AVEC LE TRAVAIL.

LE SLOGAN IRONIQUE LANCÉ EN 2010, lors d'une précédente lutte contre les retraites, « *la retraite on s'en fout, on veut pas bosser du tout* » qui répondait au « *Ni CPE, ni CDI, tout ce qu'on veut, c'est rester au*

lit » du mouvement dit anti-CPE prend ici tout son sens. Parce que c'est le travail en lui-même, celui qui soumet l'exploité à l'exploiteur, qui est une horreur.

Non seulement parce que dans le travail, le travailleur et la travailleuse subissent l'extorsion par l'exploiteur d'une partie de ce qu'ils et elles produisent, mais également parce qu'ils et elles deviennent étrangers et étrangères de leur production, et que ce qui est produit fabrique lui-même un monde d'absurdité.

Il semble bien que l'expérience du travail soit l'expérience la plus généralisée et la plus claire de l'aliénation. Nous nous y retrouvons dépossédés de nos propres désirs, de nos propres décisions, de nos propres gestes. Si l'aliénation ne se manifeste pas seulement au travail, c'est l'expérience la plus partagée où l'on peut apprendre de manière directe ce que veut dire aliénation : agir dans une organisation sans pouvoir être vraiment soi-même et en mettant de côté sa propre volonté.

Contrairement à ce que radote la gauche, le problème n'est pas qu'il manque des emplois, mais que nous sommes dans une société saturée par le travail. Qui plus est une société saturée par le travail, alors que les travailleurs et travailleuses sont rendu-e-s toujours plus isolés, mis sous pression, superflus et interchangeables. La raréfaction du travail salarié ne veut pas dire la fin de la société du travail.

Cependant, l'exploitation et la dépossession ne sont pas l'exclusivité de la sphère du travail. Les transformations du capitalisme ont étendu les processus de dépossession et d'exploitation à l'ensemble des sphères de la vie. Par bien des aspects, en même temps que le chômage s'est massifié, le travail s'est généralisé à tous les moments : le travailleur et la travailleuse sont sommés d'emmener leur boulot à domicile, les chômeurs et les chômeuses de se transformer en manager-se-s de leur recherche d'emploi, tandis que chacun des aspects de nos vies sont investis par la marchandise et les logiques managériales. L'épidémie de la Covid a ainsi offert l'occasion de nous transformer en petits managers en santé publique, nous a poussé-e-s à mesurer les rapports coût/bénéfice de chacun de nos gestes, à accepter de mettre à distance nos proches, nos sentiments, à « autogérer » ce que les autorités nous autorisaient à autogérer, notre bon fonctionnement et notre insertion dans la chaîne de production/consommation.

C'est pourquoi on ne peut s'en tenir aux seules

luttons pour le travail contre le capital. Ces luttes défensives pour préserver l'emploi ou des acquis sociaux se perdent comme souvent dans les méandres des contradictions de la recherche de la croissance et rateront l'essentiel : à quoi sert notre « force de travail » et faut-il assurer la pérennité de la société industrielle ?

Résister aux conditions réelles et immédiates de l'exploitation ne doit surtout pas, comme le fait en général la gauche et les syndicats, s'accompagner d'œillères sur les fondements même de la domination et de l'exploitation. La cogestion de l'ordre existant empêche de trouver les voies de réduction des dépendances aux systèmes techniques et bureaucratiques ; systèmes qui ne nous promettent même plus de nous délivrer du mal, de nous donner l'illusion d'une vie sans risque, sans souffrance et sans la fragilité constitutive de notre humanité, mais de vivre, en guerre permanente de chacun contre chacune, sous contrainte au milieu des désastres qui ne cessent de déferler.

Il y a décidément quelque chose de pourri au royaume du travail. Si depuis le grand confinement, les démissions sont en augmentation, c'est que la place du travail et son sens dans nos existences ont été sensiblement révisés pour certains et certaines d'entre nous.

Se délivrer du mal pourrait tout aussi bien s'entendre à la manière de cette vieille proposition révolutionnaire : détruire la domination et l'exploitation, incluant cette vieille fonction économique qu'est le travail – ce qui demandera quelques bons efforts, convenons-en !

EN GRÈVE JUSQU'À LA RETRAITE.

DURANT PLUSIEURS MOIS, LA REVOLTE des Gilets Jaunes a créé une brèche dans l'existant. Les espaces de discussion, les gestes de révolte se sont multipliés. Ailleurs, des révoltes ont éclaté au Chili ou au Liban. En Guadeloupe et Martinique, des milliers de personnes se sont soulevées contre la contrainte sanitaire et le coût de la vie. Aujourd'hui un mouvement de grèves massives est en train d'émerger en Grande-Bretagne : ports, transports, services d'éducation sont en lutte. Partout, c'est l'augmentation du

coût de la vie et la dégradation des conditions d'existence qui suscitent la colère.

Et face à l'Etat et au capital, il n'y a pas d'autres alternatives que la révolte : occuper et bloquer des lieux stratégiques : périph, dépôts pétroliers, zone industrielle, pôle emploi, CAF, bâtiments publics et lieux de pouvoir ; alors que la vie est de plus en plus chère, faire ses courses « à la prolétaire », c'est-à-dire se ré-appropriier les marchandises sans les payer ; multiplier les sabotages pour taper au porte monnaie, soutenir des secteurs en grève ou couper communications et énergie au pouvoir et au capital : antennes-relais, transformateurs électriques, caméras de vidéosurveillance, fibre optique, armoires Internet, data centers, etc. ; pour ceux et celles qui bossent se dégager du temps par la grève et la faciliter en montant des caisses de grève, en les alimentant par diverses actions et initiatives (cantines, fêtes, péages gratuits...).

Cette critique en mots et en actes nous ne pouvons la porter dans le giron des bureaucraties de gauche, politique et syndicale, qui n'ont de cesse d'agiter leurs vieilles lunes et de reproduire jusqu'à la nausée des formes de lutte pacifiées qui n'ont semées depuis des décennies qu'une constellation de défaites.

Face à l'offensive matérielle et idéologique que nous subissons, nous pensons qu'il faut opposer des formes de résistances autonomes qui prennent au sérieux l'hypothèse révolutionnaire. C'est parce que les temps vont être durs qu'il nous faut entretenir une capacité de riposte réellement autonome.

En grève jusqu'à la retraite est une proposition : ouvrir un espace d'auto-organisation en vue de propager la lutte par le geste et la parole, à travers une critique du monde d'exploitation et de domination dans lequel nous sommes plongés. Il se veut être un espace ouvert et rejoignable de coordination entre individus et initiatives, d'agitation par le geste ou la parole, ensemble ou par groupes d'affinités.

(...)

- Tract diffusé à Caen, Septembre 2022.

Face aux attaques, pas de retraite !

Retour sur le mouvement contre la réforme des retraites de 2010.



TOUTES LES RÉFORMES DES RETRAITES ont suscité de vives réactions. En 1995, le pays est bloqué et Chirac finit, sous la pression, par dissoudre l'Assemblée nationale et anticiper les élections législatives. La réforme ne passera pas. Ce ne sera malheureusement pas le cas des suivantes, malgré les révoltes.

A la rentrée 2010, une réforme sur les retraites est annoncée par le ministre Fillon. A partir de septembre, manifs, grèves, blocages et sabotages vont se multiplier, notamment à Caen. Dès le 7 septembre, 35000 personnes sont dans la rue. Un cortège radical donne le ton. En fin de manif, L'Assemblée libertaire, composée d'une trentaine de personnes sur des bases antiautoritaires et révolutionnaires, organise une cantine sauvage sur les pelouses de la Pref. Un concert sauvage agrémenté le repas. L'après-midi, une assemblée de luttes se tient à la fac, regroupant une centaine de personnes. Trois axes sont retenus : retrait total de la réforme, refus de toutes les politiques antisociales, aucune négociation possible. Des cibles et des modalités d'action sont partagés. Une caisse de grève est créée, permettant à plusieurs personnes qui le souhaitent d'être aidées financièrement pour leur maintien en grève le plus longtemps possible et alimentant la solidarité avec une boîte privée en grève près de Lisieux.

Cette assemblée va perdurer tout le long du mouvement et regrouper syndiqués et non-syndiqués, travailleurs et travailleuses, chômeurs et chômeuses, étudiants et étudiantes, lycéens et lycéennes, etc. Cet espace permet notamment de diffuser idées et contenus via du collage, des tracts et une feuille d'info à parution régulière entre octobre et novembre. Des actions autonomes d'agitation sont organisées : taggage et occupations de banques, débordements des manifs syndicales, débordement des pseudo-blocages de l'Intersyndicale afin de les rendre effectifs, blocage de centres commerciaux, etc. Le 1^{er} no-

vembre, un péage gratuit va être organisé à Dozulé, sur l'autoroute en direction de Paris, laissant la possibilité aux automobilistes de passer gratuitement ou de filer du pognon aux caisses de grève. En une heure, 1700° sont récoltés.

A partir du vendredi 15 septembre, tout un tas de gens bloquent les dépôts pétroliers. Les routes sont dépavées, les barricades enflammées. Le mardi 19 et alors qu'une manif sauvage d'un millier de personnes rejoint le piquet, après avoir envahi le périph et l'avoir occupé un bon moment, les flics délogent les opposants et opposantes à la réforme. Les camions citernes peuvent reprendre leur ballet. D'étranges petits objets circulent alors de mains en mains et pètent les valves des camions. Certains et certaines occupent le chauffeur pendant que d'autres détruisent la valve. Les camions mettent plusieurs heures pour être dépannés et leur stagnation suscite des embouteillages. Ce petit jeu va durer tout le mouvement.

Des blocages des zones industrielles, du périph, des dépôts pétroliers vont permettre de créer un rapport de force. Le sabotage, notamment des camions citernes, jouera un rôle essentiel pour rendre effectif ces blocages, tandis que l'Intersyndicale joue un double-jeu : elle prévient les autorités et les patrons de leur cible en avance, leur permettant de s'organiser pour envoyer leurs marchandises avant, lève les blocages dès qu'ils prennent de l'ampleur, etc. Le vendredi 5 novembre, une partie du mouvement s'associe par ailleurs à l'opposition au nucléaire, participant à un blocage d'un convoi de déchets nucléaires en envahissant les voies de chemin de fer, pendant que des désobéissants et désobéissantes sont chaînés un peu plus loin sur les voies. Le convoi prendra plusieurs heures de retard.

Dès novembre, la répression s'accroît. Les interpellations se multiplient. Le 3 novembre, une cinquantaine de personnes, essentiellement issue de l'assemblée de luttes, bloque tôt le matin un rond-point à Mondeville 2. Les flics chargent à pied, puis en véhicule, les révoltés. Tout le monde est finalement coincé et contrôlé, menaces à la clé. Les flics lèvent aussi l'occupation de l'université après seulement quelques jours. Aucun espace n'est laissé où s'auto-organiser. Des fouilles préventives sont organisées avant

les manifs, des grilles anti-émeutes apparaissent, des condamnations tombent. Les manifs se vident et les grèves cessent. Il n'empêche qu'un tas de complicités se sont noués et des expériences, notamment d'action directe, se sont partagées. Certaines perdureront longtemps et durent encore. Et des idées et pratiques restent toujours sources d'inspiration !

C'est d'autant plus le cas que cette lutte contre les retraits arrivait dans un contexte mondial particulier (crise économique de 2008) et entre deux cycles de lutte : une série de révoltes largement circonscrites aux frontières nationales et à la jeunesse entre 2002 et 2009 (manifs contre Le Pen en 2002, grèves étudiantes et lycéennes en

2003, 2007 et 2009, lutte contre le CPE en 2006, et surtout révolte des banlieues en 2005), puis les occupations de places (Indignés, Occupy) et le dédagisme du printemps arabe, qui a donné lieu à la lutte à la fois citoyenniste et en même temps émeutière de 2016 contre la loi travail en France. Nous en sommes à une autre phase de soulèvements, qui résonne bien au-delà des frontières et bouscule bien davantage l'ordre établi, ouvert en France par les gilets jaunes en 2018 (mais il pourrait être aussi question du Chili, du Liban et de l'Algérie en 2019, des Etats-Unis en 2020, du Sri Lanka en 2022, etc.), et qui semble bien plus ouverte aux poussées de fièvre insurrectionnelle... Et pourquoi pas révolutionnaire.

Autoréduction !

EN MARS 2010, LE SQUAT DU PAVILLON NOIR fête ses deux ans. Deux pavillons du boulevard Poincaré sont le lieu de vie d'une dizaine de personnes et un lieu d'activité pour un collectif plus large sur des bases antiautoritaires : réunions de divers collectifs, bibliothèque libertaire, concerts, projections-débats, zone de gratuité, ateliers divers, cours d'autodéfense physique, etc. Plusieurs compagnons et compagnonnes sont de passage à Caen pour l'occasion et beaucoup de gens passent aux divers événements organisés sur une semaine. En marge des festivités, une proposition finement imaginée est lancée : une autoréduction à l'Intermarché installé quelques rues plus loin. Une réunion avec les protagonistes volontaires a lieu pour envisager pratiquement et concrètement l'action.

L'auto-réduction relève de cette arme de tous les damnés de la Terre : l'expropriation. Des anarchistes ont toujours fait leurs courses « à la manière prolétaire », c'est-à-dire par le vol et le pillage. L'auto-réduction a par ailleurs été généralisée dans le mouvement autonome italien des années 1970. Le plus souvent, cela relevait davantage du pillage : quelques personnes rentraient dans le magasin et se servaient, sortaient sans payer au nez et à la barbe des employés, pendant que d'autres étaient prêts à protéger leurs fuites en cas d'arrivée des flics, notamment à coups de cocktails molotov. Cette pratique est alors revendiquée



comme une forme de communisme immédiat. Elle remet radicalement en cause la propriété privée, le respect de la loi, l'argent, etc.

Nous choisissons une méthode moins expéditive, afin de prendre le temps de discuter avec les clients et clientes, d'expliquer la démarche. Nous pensons pouvoir craqueler les habitudes, voire donner des idées. « À travers ce genre d'action que nous appelons à se répéter et à se multiplier, explique un texte diffusé par la suite, nous ne défendons pas le pouvoir d'achat car il n'est qu'un des aspects de l'esclavage moderne que sont le salariat et le chômage. Esclavage par obligation d'accepter des contrats précaires où le/la salarié-e doit être flexible et corvéable. Esclavage par l'obligation d'accepter les offres « raisonnables » d'emploi proposées par la Pôl(ic)e Emploi. Nous ne faisons pas acte de charité en redistribuant sans contrepartie. Nous voulons juste

montrer qu'il est possible, en s'organisant, de réquisitionner ce qu'on nous vole les autres jours ». De fait, l'accueil des clients et clientes sera plutôt à la sympathie, sans pour autant créer de complicités agissantes : aucun client ne prendra le risque de faire passer son caddie sans payer avec les nôtres.

Une quarantaine de personnes rentre par petits groupes dans le magasin et remplit des caddies de produits alimentaires et d'hygiène essentiellement. Après un bon moment, un appel retentit : « le petit Nicolas est attendu par sa sœur à la caisse centrale ». C'est le signal tant attendu ! Les différents groupes rejoignent les différentes caisses. Au moment où c'est leur tour, chaque groupe avec caddie bloque la caisse, distribue un texte expliquant l'action et entame la conversation avec les gens : nous refusons de payer ces marchandises, issues de l'exploitation. La tonalité est explicitement anticapitaliste. Après près de 30 minutes, le sous-directeur nous laisse partir : les caisses sont bloquées, et chaque minute perdue fait chuter le chiffre d'affaires. Nous voilà sortis du magasin avec 5 ou 6 caddies pleins.

La plupart des denrées est redistribuée sur le camp des gens du voyage à quelques encablures du squat et de l'Intermarché, ainsi que dans le quartier populaire de la Guérinière, à proximité. Evidemment, la redistribution se déroule sous l'œil de quelques flics, prévenus par le sous-directeur du magasin. La question de la dispersion a été mal pensée. Nous nous engouffrons tous et toutes dans un tram direction le centre-ville. Les flics arrêtent le tram et contrôlent tout le monde à l'intérieur. Deux personnes sont emmenées au poste, puis relâchées sans suites. Une petite dizaine de per-

sonnes sera convoquée ou embarquée pour audition au sujet de cette autoréduction par la suite, notamment lors de l'expulsion quelques mois plus tard du squat. Personne ne sera condamnée, mais ce sera l'occasion pour les flics de faire chier et d'embarquer du monde. C'est aussi toute la limite de ces logiques moins expéditives et plus consensuelles, où l'on bloque la caisse plutôt que de partir directement sans payer.

Près d'un an auparavant, déjà à Caen, plusieurs centaines de personnes avaient pillé un supermarché Leclerc, avant de redistribuer une partie des denrées dans les quartiers populaires voisins, non sans en garder une partie pour égayer l'occupation de la faculté. C'était dans le cadre d'un mouvement étudiant, suite à l'intervention des flics pour empêcher l'occupation du Rectorat lors d'une journée de manif. Le plan B sera bien plus réjouissant, et le directeur du magasin pourra se lamenter en ses termes : « Ne pas être d'accord avec les futures lois n'est pas une raison pour piller les magasins, non seulement c'est désagréable, mais en plus c'est nul », tandis que les journaflucs dénonceront « une révolution des caddies » portées par « un noyau d'activistes » minoritaire. C'est pourtant des centaines de personnes le sourire aux lèvres et les poches pleines qui sont reparties ce jour-là. Le tout sous le regard des flics incapables d'empêcher la détermination et la solidarité de craqueler leur meilleur des mondes du fric. Quelques employés trop aliénés ont bien essayé d'empêcher physiquement la sortie des caddies, mais nous sommes trop nombreux et nombreuses. Quelques bousculades suffiront à faire sortir plusieurs caddies bien chargés. Voilà de quoi alimenter les imaginaires au moment où les prix et la précarité s'envolent.



Autant en emporte le syndicalisme.

Critique du syndicalisme primaire.

« Les syndicats disciplineront plus fortement qu'elles ne l'ont jamais été, les armées du Travail et les feront, bon gré mal gré, de meilleures gardiennes encore du Capital. »

Albert Libertad, le syndicat ou la mort, L'anarchie, 1906.

« Camarade, le capitalisme c'est l'exploitation de l'homme par l'homme, le syndicalisme, c'est le contraire »

Coluche, Le délégué syndical.

1.

A L'ÉTÉ 2019, LE MEDEF ORGANISE comme chaque année son université d'été. Des figures de l'entreprise, de la politique, du barreau, du journalisme, de la société civile, de la recherche ou de l'humanitaire s'y pressent. Cette année là, le syndicat patronal entend "faire sa révolution" et nous prépare de très punks rencontres "No(s) futur(s)".

Jusque là rien de bien nouveau dans la novlangue cynique de notre classe dirigeante. Murielle Pénicaud, ministre du travail, trouve ainsi l'occasion de discourir avec Frédéric Beigbedder, Eric Dupont Moretti ou Natacha Polony sur cette (sale) passion française de l'égalité. On y retrouve la fine fleur du patronat, d'Alexandre Bompard PDG de Carrefour à Bertrand Camus, directeur Général de Suez en passant par Laurent Dassault, directeur délégué général du groupe de Papa et Grand Papa, et bien évidemment le robinet d'eau tiède qui sert de penseur officiel du libéralisme *Made in France* : Alain Minc. Il y aura même l'ancien responsable de la KFOR et de la DGSE Xavier Bout de Marnhac. On se croirait au « dîner de tête » de Prévert.

Rien d'étonnant de découvrir que Laurent Berger, secrétaire national de la CFDT est de la partie, tant lui comme son syndicat ont accompagné l'ensemble des contre-réformes libérales des dernières décennies. Pas plus d'y croiser parmi les intervenant-e-s la très "constructive étincelle" du mouvement des Gilets Jaunes Jacline Mouraud, ou encore la très droitière et anti-féministe Elisabeth Levy pour parler de la place des femmes dans la société, ou Cécile Duflot d'écologie.

Parmi ce bel aréopage de tête de gondoles, il y a, griotte sur la gâteau, Thierry Lepaon, ancien secrétaire de la CGT. Nous apprenons au passage que celui qui nous avait fait une de Rugytte aiguë lors de son passage à la tête de la centrale syndicale, en re-décorant son appartement de "fonction" et son bureau aux frais du syndiqué, a depuis été recasé. Sans nul doute pour services rendus. Il a tout d'abord été « délégué interministériel à la langue française pour la cohésion sociale et délégué de l'agence nationale de lutte contre l'illettrisme » puis a rejoint « l'inspection générale de la jeunesse et des sports » en qualité d'inspec-



teur. Lors de ces rencontres conviviales, il anime en compagnie du Président de l'agence d'intérim ADDECCO-FRANCE, du député européen LR François-Xavier Bellamy et de la ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur et de l'innovation, Frédérique Vidal, une discussion autour de l'éducation comme rempart face au chômage et aux inégalités. Vaste programme aurait répondu Bourdieu.

2.

Il y a quelques décennies, en 1995, alors qu'un mouvement contre une réforme des retraites bloquait le pays et que des AG s'éternisaient, qu'à Caen comme ailleurs les syndicats étudiants commençaient à être débordés dans les universités et dans certains secteurs par la base et ses aspirations à la démocratie directe, les syndicalistes étudiants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE appelaient à la rescousse leurs aînés. Alors représentant-e-s des cheminots, des enseignants, des postiers faisaient leur entrée dans l'amphi Pierre Daure bondé au cri de "Tous ensemble, tous ensemble". La communion œcuménique permettait alors de clore les débats sous le saut de l'unité. L'UNEF-ID, dont les principaux animateurs sont alors proches du Parti Socialiste se saisit de l'occasion pour faire oublier comment elle a tenté d'attaquer à la barre de fer la coordination nationale étudiante, jugée illégitime à ses yeux.

Parmi ces syndicalistes appelés à la rescousse, il y a déjà Thierry Lepaon, alors responsable de l'Union Locale de CGT de Caen. De 1996 à 2001, alors qu'il est responsable CGT-Moulinex, Lepaon participe à la lutte contre le dépôt de bilan de l'entreprise. Pierre Blayau, PDG de Moulinex, le qualifie de syndicaliste de haut vol, tandis que René Garrec, président du Conseil Régional l'appelle par son prénom. En poche, comme bien d'autres cadres du syndicat, il a sa carte du Parti Communiste et ménage déjà ses entrées dans les réseaux politiques, patronaux et institutionnels.

Quelques années plus tôt, Lepaon a été accueilli à bras ouverts par la direction de Moulinex où depuis plusieurs années, la section CFTD est jugée trop remuante. A Moulinex, dans l'automobile ou l'électroménager et dans d'autres boîtes de la région, la CFTD a fait son trou dans les années 70. Plus autogestionnaire et moins soumise au Parti Communiste que la CGT, le syndicat a réussi à syndiquer pas mal de jeunes ouvriers spécialisés, fraîchement prolétariés, parqués dans des tâches répétitives et épuisantes et dans des quartiers HLM qui sortent juste de terre.

Pour contrer cette poussée d'un prolétariat plus indocile et tenter de reprendre la main, la direction mise au milieu des années 80 sur la CGT, et son nouveau responsable Thierry Lepaon. Elle mise également sur la reprise en main interne de la CFTD de plus en plus liée au nouveau pouvoir socialiste. C'est le début d'une époque de grandes purges qui va s'étaler sur une quinzaine d'années dans le syndicat. A l'usine de Cormelles-le-Royal, en banlieue sud de Caen, la CFTD organise la chasse aux plus réfractaires : un nouveau syndicat autonome, le SYDIS, voit le jour ; il s'implante et s'étend rapidement aux autres usines.

À partir du début des années 90, le groupe Moulinex subit une période de crise due à l'actionnarisation et la financiarisation de l'entreprise, à une politique d'acquisitions d'entreprises trop ruineuse et à la mondialisation du marché de l'électroménager. Restructurations et licenciements sont à l'ordre du jour. Localement, les usines Cormelles-le-Royal, et d'Alençon sont appelées à disparaître au début des années 2000, après celles de Mamers et d'Argentan quelques années plus tôt.

Ce sont alors quelques énarques de la gauche « sociale libérale » qui mènent la danse au sein du conseil d'administration : Jean-Charles Naouri, ancien directeur de cabinet du ministre socialiste, successivement des affaires sociales puis de l'économie et des finances, Pierre Bérégovoy ; Pierre Blayau rocardien ; Alain Minc l'idole des jaunes ; Pascal Lamy socialiste et futur n°2 du FMI.

Dans la lutte qui oppose les Moulinex à leur nouveau patron, Pierre Blayau, Lepaon joue en équilibriste entre mobilisation et modération. L'usine de Cormelles-le-Royal est occupée durant plusieurs semaines, mais les stocks ne sont ni touchés, ni expropriés, et l'occupation n'empêche

pas le plan de licenciements massifs.

Une fois la lutte perdue, Lepaon est le principal recasé des Moulinex. Alors que des centaines de salarié-e-s restent sur le carreau, il poursuit dans le syndicat son ascension et profite des liens qu'il a noué avec une partie du gratin technocratique, politique et financier pour préparer sa reconversion dans des structures institutionnelles. Il déserte progressivement le combat des Moulinex autour de meilleures indemnités de licenciements puis lors de la tentative de procès des salarié-e-s contre la direction, il témoigne d'une indéniable complaisance auprès de la brigade financière. Dans l'Union Locale CGT, dont il est responsable depuis 1990, il est rapidement considéré par les plus sincères et les plus combatifs comme un opportuniste.

C'est pourtant lui que la CGT élit à la tête de son Union régionale en 1996 puis promeut surtout Secrétaire Général de l'organisation porte de Montreuil, en mars 2013.

3.

Fraîchement responsable de la centrale, il est accueilli à bras ouvert par l'UL-CGT et un certain Franck Mérouze qui coache les « Jeannette » en lutte en 2013.

Jeannette, c'est une entreprise qui fabrique des madeleines. La production a alors lieu dans une usine obsolète, avenue Charlotte Corday, rive droite. Là, quelques dizaines de salarié-e-s, principalement des femmes, produisent dans des conditions particulièrement pénibles 7 à 8 tonnes de madeleines à la journée. Mais petit à petit l'activité de cette entreprise aux mains d'une holding s'est considérablement réduite. Sous la menace d'une liquidation de leur activité, les salarié-e-s, soutenues par la CGT ont alors décidé d'occuper leur boîte. La plupart des salarié-e-s, la cinquantaine bien tassée, n'ont connu que ce travail déqualifié et n'ont pas ou peu de perspectives d'embauche ailleurs.

C'est chouette de sentir l'odeur des madeleines lorsque les « Jeannette » relancent la production. C'est encore plus chouette de les entendre dire "*Comme quoi on a pas besoin d'eux*" et de découvrir sur le mur de l'usine une bonbonne de gaz menaçant de la faire exploser façon puzzle. Mais ce n'est pas vraiment la relance de l'outil de production qui réchauffe le cœur. C'est bien davantage la solidarité manifeste qui lie désormais les « Jeannettes », leur autonomie gagnée sur le patron, leur révolte et leur combativité.

C'est en berline avec chauffeur que Lepaon rend visite aux « Jeannette ». La lutte est très encadrée syndicalement, d'autant qu'elle a pris un tournant médiatique. Du coup, la CGT a posé sa patte sur la lutte, impose souvent sa ligne. Les salariées, principalement des femmes

proches de la retraite, ne visent pas, au grand désarroi de certains gauchistes, la création d'une coopérative autogérée. A 50 ans, parfois passés, elles ne veulent pas gérer cette usine particulièrement vétuste, en face à face avec les géants du commerce. Qui plus est sans formation spécifique, usées par des années de taf de merde sur du matériel dangereux. C'est le meilleur moyen de s'auto-exploiter et s'auto-licencier. Elles visent plutôt un rachat, ou un plan de licenciement et d'indemnisation ambitieux. La CGT a misé sur la première option plus « médiatisable » et valorisable pour sa propre image. Il existe également chez certain-e-s salarié-e-s un fort attachement à un outil de production qu'elles et ils ont toujours connu et avec lequel ils et elles ont fini par faire corps.

Après une longue lutte et une campagne opportuniste de défense des entreprises et des savoir-faire normands, le rachat a finalement lieu. Le repreneur bénéficie implicitement de l'image de la lutte, tandis que le site de production a été démenagé et rénové, même si les conditions de travail ne semblent pas être au beau fixe.

En 2016, Franck Mérouze est devenu le nouveau responsable de l'Union Locale CGT. Depuis ces débuts dans la grande distribution et son implication auprès des « Jeannette », il est grimpé dans l'appareil et s'apprête à écrire l'histoire de l'occupation du site.

Alors que la lutte contre la loi travail vient juste de débiter, il joue rapidement les équilibristes, participant aux Assemblées autonomes de l'inter-luttes et aux manifs sauvages tout en s'investissant dans l'intersyndicale, particulièrement immobiliste, et en dénonçant en juin les affreux casseurs qui sévissent à la capitale dans un 4 pages distribué à plusieurs milliers d'exemplaires dans les manifs et les trams.

Dans ce torchon, l'UL CGT s'appuie sur un communiqué du très droitier syndicat de flics Alliance pour dénoncer les black blocs et les tout nouveaux cortèges de tête. Ce même communiqué est diffusé sur le site internet de l'UL-CGT d'Hérouville Saint-Clair.

Certain-e-s camarades radicaux-ales issus de l'autonomie décident à cette période de « composer » avec ce genre d'apprentis bureaucrates et ce genre d'appareils. *L'idéologie de la composition* finit alors de faire son trou dans le milieu néo-autonome, jusqu'à s'y imposer comme *idéologie hégémonique*.

4.

Bégaie une nouvelle fois, à l'occasion de la diffusion de ce 4 pages, la vieille histoire des bureaucrates syndicaux que des tas de militant-e-s sincères continuent malheureusement d'appuyer. L'UL de Caen ne fait que renouer à cette occasion avec les anciennes traditions staliniennes de la

centrale de la porte de Montreuil qui avait vu, par exemple, en 1972 la direction nationale de la CGT condamner les pratiques de groupes maoïstes plutôt que les nervis patronaux qui venaient d'assassiner un militant maoïste, Pierre Overney.

Le 25 février 1972, Pierre Overney participe à une action avec ses camarades à l'entrée de l'usine Renault Billancourt. Ces militant-e-s de la Gauche Prolétarienne (GP), veulent entrer dans l'usine pour commémorer le massacre du métro Charonne en 1962. Soudain, Overney s'écroule. Il vient d'être abattu. Son assassin s'appelle Jean-Antoine Tramoni. C'est un agent de sécurité de l'usine.

Cet assassinat ne survient pas par hasard. Il fait suite à une longue période de tension sur le site. Billancourt est un immense centre industriel dans lequel PCF et CGT encadrent depuis des décennies les salarié-e-s. Mais depuis 1968, l'agitation a gagné du terrain, notamment sous l'impulsion d'*établissements*, ces militant-e-s maoïstes, qui ont choisi d'embrasser la condition ouvrière pour propager leur idéal révolutionnaire.

A cette agitation, le patronat a répondu par la répression, en organisant notamment des milices à l'intérieur même du site et en procédant au licenciement des plus agités. Tramoni est l'un de ces « miliciens » armés qui fait régner l'ordre sur le site.

Dans les jours qui suivent les réactions se multiplient. Tout d'abord celles de solidarité, notamment par des actions directes, comme celles menées par le groupe Gazoline qui renverse un car de police lors d'une manifestation à Paris ou à Caen où, dans la nuit du 1er au 2 mars 1972, 5 véhicules sont incendiés dans un dépôt local Renault. Au contraire, PCF comme CGT marquent leurs distances vis-à-vis de ceux et celles qu'ils nomment les « gauchistes » et multiplient les déclarations incriminant l'organisation maoïste et les groupuscules gauchistes.

Le 4 mars, se sont finalement plus de 200.000 personnes qui défilent à Paris pour rendre hommage à Pierre Overney. Le 08 mars la Nouvelle Résistance Populaire (NRP), la branche armée de la GP, organise l'enlèvement de Robert Nogrette, chef adjoint aux relations sociales de Renault-Billancourt, puis le libère quelques jours plus tard sur ordre de la direction de la GP, qui refuse de faire basculer définitivement l'organisation dans la lutte armée.

En janvier 1973 s'ouvre le procès Tramoni. Photos à l'appui, la thèse de la légitime défense vole en éclat, et l'existence d'une milice patronale est reconnue. Tramoni est condamné à 4 ans de prison. Il sort finalement de cabane du fait du jeu des remises de peine en octobre 1974. Le 23 mars 1977, Tramoni est abattu à son tour par un commando en moto. L'exécution est revendiquée par les Noyaux armés pour l'autonomie populaire, les NAPAP, parmi lesquels on trouve des ex-membres de la GP qui ont refusé de

renoncer à la lutte armée après la dissolution de l'organisation en novembre 1973.

5.

La CGT ne fait que poursuivre dans les boîtes et par d'autres moyens la politique d'apaisement et collaboration patronale qu'elle a déjà soutenue lors du mouvement du printemps 1968. Alors que les facultés et surtout les usines sont occupées, que 10 millions de grévistes bloquent le pays, l'aile réformatrice du pouvoir gaulliste et la CGT organisent en secret des rencontres et des négociations en vue de désamorcer toute perspective insurrectionnelle. Il s'agit de trouver des débouchés au conflit, tandis que le Parti communiste et Moscou voient d'un très mauvais œil un mouvement dont la nature pour l'essentiel spontanée lui échappe. Les perspectives révolutionnaires ne sont pas à l'ordre du jour pour Moscou, tandis que le temps des négociations est accueilli avec soulagement par le pouvoir.

Malgré de nombreux sifflets lors de l'annonce des conclusions de l'accord de Grenelle par le secrétaire général de la CGT Georges Séguy dans une usine Renault-Billancourt qu'il croit conquise le 27 mai, les accords sont bien signés, prémisses des élections législatives de juin et d'un lent retour à la normale.

Ces accords ne sont que la répétition, laborieuse mais aboutie, des accords de Matignon de 1936 pour lesquels la CGT avait sensiblement joué un rôle identique et qui inspirèrent ses mots devenus célèbres au leader stalinien du Parti communiste Maurice Thorez : « *S'il est important de bien conduire un mouvement revendicatif il faut aussi savoir le terminer. Il n'est pas question de prendre le pouvoir actuellement. Il s'agit maintenant d'obtenir satisfaction pour les revendications de caractère économique, tout en élevant progressivement le mouvement des masses dans sa conscience et dans son organisation; il faut alors savoir terminer dès que satisfaction a été obtenue.* » Ce qui fût résumé par : « *il faut savoir terminer une grève* » ; et souvent ne même pas la commencer...

C'est avec le même esprit que la CGT choisira d'accompagner à la libération le compromis historique entre communistes et gaullistes. « *Produire, encore produire, c'est votre devoir de classe* » avait lancé de son côté le secrétaire du Parti Thorez aux ouvriers du charbon que l'on soumettait, au nom du redressement de l'économie française, à des cadences infernales, les exposant encore davantage aux accidents et à la mort lente de la silicose.

Cette période s'accompagne d'une forte inflation, de pénurie et de rationnements de nourriture et de coupures d'énergie. Lorsqu'en 1947, une grève éclate déjà à Billancourt, la CGT débordée, condamne tout d'abord la grève

comme « *arme des trusts* », puis tente d'enfourcher la monture emballée. La grève s'étend. Finalement, elle finit par s'éteindre sous le coup d'une augmentation de salaire négociée entre CGT et patronat, non sans que le pouvoir et les communistes ne dénoncent l'influence néfaste des anarchistes et des trotskystes sur la lutte.

En juin, des grèves identiques gagnent cette fois EDF, la SNCF, le reste de l'industrie automobile. Le transport ferroviaire est bloqué. Une nouvelle fois, la CGT prend le train en route, puis négocie avec le pouvoir : des accords sont signés et la CGT appelle à la reprise du travail.

De septembre à décembre, des émeutes éclatent, un nouveau mouvement s'étend de la SNCF aux bassins miniers. Les heurts sont particulièrement violents et s'accompagnent de sabotages lourds. La CGT accompagne et encourage cette fois le mouvement. Mais face à son reflux, et suivant les ordres de Moscou qui juge la situation aventureuse, le Comité national de grève mis en place par la CGT appelle à la reprise du travail fin décembre. Certains militants déchirent leurs cartes syndicales.

A chaque période, la centrale de la porte de Montreuil accomplit la même fonction déterminante dans la pacification des conflits ou dans la gestion de la main d'œuvre. Si elle joue bien, comme elle aime à le rappeler, un rôle prépondérant dans l'histoire ouvrière, ce n'est pas uniquement pour son implication dans les luttes, mais également pour leur trahison répétée.

6.

Quel est le problème de fond avec le syndicalisme ? Je ne parle pas ici de syndicalisme révolutionnaire ou d'anarcho-syndicalisme, deux courants à l'origine de la création de la CGT, du syndicalisme et des bourses du travail en France. Même si il y aurait bien des critiques à faire sur ces deux formes d'organisation syndicales, leurs propres contradictions et leurs impasses organisationnelles, ces traditions conservent, au moins théoriquement, des aspirations révolutionnaires et visent à renverser le capitalisme. Nous nous attachons ici à la critique du syndicalisme classique dont la CFDT représente aujourd'hui en France le plus souvent l'aile droite et SOLIDAIRES l'aile gauche.

Le syndicalisme, dans ses versions combatives, est historiquement porteur d'une *double fonction* : en même temps qu'il cherche à organiser la résistance aux conditions d'exploitation immédiates, il ne vise pas à les abolir et encore moins à en finir avec ce vieux monde, juste à en adoucir les aspects les plus outranciers. C'est à la fois un *outil de résistance* et un *organe d'ajustement* participant à la gestion d'un capitalisme qu'il cherche à humaniser. Parfois, dans ces versions les moins combatives, il ne joue

plus que ce second rôle : celui de la *cogestion* et des ajustements structurels, accompagnant les mutations d'un monde de plus en plus soumis à ce que les principes de l'économie politique exigent.

Dès lors, une *tension permanente* traverse à la fois l'organisation et ses membres, tiraillés les un-e-s comme les autres par cette double fonction, et prisonnier-e-s de cet équilibre permanent : un pied du côté du salariat et un pied du côté de l'Etat et du patronat. En même temps qu'il organise une résistance plus ou moins forte et plus ou moins déterminée au patronat, le syndicalisme soutient et vise une gestion plus rationnelle et plus avantageuse pour les travailleurs et les travailleuses de l'outil de production.

Le soutien indéfectible des militant-e-s CGT EDF à la nucléarisation du monde, de syndiqué-e-s de l'armement, de DCN à Dassault, à leur industrie de mort, sont deux des exemples les plus criants et les plus problématiques de cette double logique. A Cherbourg, les ouvriers de l'Arse-nal qui fabriquaient les sous-marins atomiques dans les années 60-70, suivant les mots d'ordre lancés par la CGT ou la CFDT, descendaient allégrement dans la rue pour obtenir de meilleures conditions de travail et des augmentations de salaires, mais jamais ou marginalement, ils ne critiquaient les finalités de la production. Ce qui était manquant dans ces luttes de salariés de l'armement ce n'était pas la combativité ouvrière et syndicale – *la forme* – mais les perspectives – *le fond*.

La redistribution s'exerçait alors d'autant plus que l'Etat-Patron ne badinait pas avec les dépenses militaires et l'avenir radieux de la France. Il lui fallait fabriquer à *n'importe quel prix* ces fleurons de l'industrie française. Dans le Nord-Cotentin, cet âge d'or du syndicalisme est lié aux conditions historiques dans lesquelles il se déploie : pendant les « trentes glorieuses », l'Etat comme capital développent en occident, et grâce à l'exploitation coloniales ou post-coloniale, un capitalisme de redistribution et de consommation qui est favorable à ce syndicalisme mêlant luttes et accompagnement de la gestion de l'outil de production.

Ce syndicalisme admet depuis déjà des lustres d'organiser les salariés acceptant d'exercer les fonctions répressives de l'Etat. Ainsi, SOLIDAIRES comme la CGT admettent, au grand désarroi de certain-e-s de leurs syndiqué-e-s, des flics, des matons ou des juristes au sein de syndicats comme SUD-INTÉRIEUR ou la CGT-PÉNITENTIAIRE. Les fonctions répressives de ces salariés au sein du mode de production capitaliste ainsi que le rôle que joue l'État dans le développement et le maintien de ce monde sont à cette occasion neutralisés. Pour le syndicat SUD-INTÉRIEUR, *"La police n'est pas au service d'un gouvernement, mais de l'intérêt général (sic!)"*. Un républicanisme

que ne renieraient ni Mélenchon, ni Ruffin et encore moins leurs alliés communistes ou écologistes qui défilent dans les manifs de flics. Comme si police et justice n'étaient pas structurellement des appareils de domination entre les mains de l'État et du capital. L'arsenal répressif mis en branle contre les révoltes et les sabotages durant le mouvement des Gilets Jaunes en sont l'une des dernières et des plus parfaites expressions.

La séparation de l'État et du capital est une fiction réformiste que la plupart des syndicats, nourris par l'idéologie de la gauche politique, entretiennent d'autant plus, qu'il faut sans doute au quotidien de sacrées motivations idéologiques pour arriver à masquer ce à quoi on contribue : *maintenir l'ordre donc maintenir le monde tel qu'il est*.

Bien évidemment le syndicalisme ne se limite pas à organiser ces seuls secteurs. Mais toujours il vise à améliorer les conditions dans lesquelles s'exercent le salariat et non à l'abolir, à rationaliser ou même sauver l'outil de production et l'emploi au lieu d'en finir avec le travail et l'exploitation. Il n'est pas un outil révolutionnaire, mais dans ses meilleurs moments uniquement une forme de résistance qui contient ses propres limites : un arsenal revendicatif visant à *réformer* le capitalisme et l'Etat. Il s'agit le plus souvent d'accompagner des plans de licenciements pour qu'ils soient le moins destructeurs, de lancer des grèves sur les salaires, parfois les conditions de travail, mais plus pour faire plier l'Etat ou le capital et pas davantage pour préparer une nouvelle société socialiste, mais bel et bien pour limiter les ravages les plus outranciers que le régime capitaliste exerce sur les salarié-e-s et uniquement sur eux et elles.

7.

Le syndicalisme concentre principalement sa critique de l'existant au régime d'exploitation capitaliste et appuie prioritairement son action sur le conflit qui oppose le capital aux travailleur-se-s. Or le monde dans lequel nous sommes plongés produit des ravages, des dominations et des formes d'exploitation beaucoup plus complexes et variés que le seul rapport d'exploitation salarié.

Alors, bien évidemment, les syndicats les plus radicaux combattent, non sans rencontrer les mêmes conflits internes que bien d'autres groupes ou collectifs, le sexisme, le racisme et bien d'autres rapports de dominations à l'œuvre dans notre société. Mais, ils ne sont jamais analysés comme faisant partis d'un monde intégralement à abattre, et encore moins attaqué comme tels. Il ne s'agit pas d'abattre l'État, le capital et les rapports d'exploitation et de dominations, rarement de questionner le rôle joué par son propre travail dans le déploiement de la marchandise ou de la domination, mais d'égaliser les condi-

tions de travail et gommer les discriminations les plus outrancières, de combattre ces rapports de manière séparée et fragmentée.

Pour de nombreux-ses syndiqué-e-s l'État est même vu comme le garant a minima de garanties sociales et la représentation politique et syndicale comme une nécessité indépassable. Les rôles joués par l'État ou la représentation dans la domination et l'exploitation sont niés ou négligés, comme celui du pouvoir. Et c'est encore plus vrai pour l'État-social qui n'est jamais envisagé dans son ambivalence : en même temps qu'ils protègent ou soignent leurs administrés, les caisses de retraites, les mutuelles d'assurance chômage, les organismes de médecine de masse organisent également leur contrôle, leur soumission à une quantité de normes sociales et économiques, le tout pour ménager les intérêts spécifiques des plus puissants, soutenir des intérêts financiers.

En concentrant son analyse sur le rapport d'exploitation, le syndicalisme néglige d'analyser et encore plus d'attaquer le capital, l'État, les différents rapports de dominations structurels et inter-individuels qui président à l'administration d'un monde, la domestication des êtres ; produisent les ravages qui nous mènent vers l'abîme. Et tandis que la planète crame et s'asphyxie, le syndicalisme nous invite à défendre un salariat plus juste.

Le capital et l'État ne se contentent pas d'exploiter les salarié-e-s, ils envahissent et administrent l'ensemble de nos existences, développent les infrastructures technologiques qui nous emprisonnent et nous détruisent, aménagent nos quartiers et construisent nos prisons, transforment les hôpitaux et les organismes de soin en boucheries. Des rapports de domination aussi puissants que la patriarcat, l'hétéro-normativité, le racisme structurent nos existences. Et tout cela fabrique un monde. Le syndicalisme propose face à ce monde d'en contester un fragment, de le contester séparément de sa totalité, et se condamne de la sorte à laisser debout les éléments qui continuent à perpétuer exploitation et domination et ne manquent jamais de reprendre ce qui leur a été arraché : à la hausse de salaire répond l'inflation, au plan de licenciement repoussé une hausse de la productivité ou une attaque des allocations chômage, etc.

Au delà du cadre limitatif que propose le syndicalisme, concentrer sa révolte à son seul lieu de travail apparaît absurde, alors que le capital attaque nos quartiers, la marchandise nos vies, l'agriculture intensive nos ressources en eau. Les ouvriers italiens des années 70 laissaient déborder leur révolte des usines. Ils et elles organisaient des auto-réductions en pillant les supermarchés, expropriaient des banques, attaquaient des patrons et des juges. Les ouvrier-e-s français-e-s du début du XX^{ème} siècle n'organisaient pas que des grèves, mais partageaient des

soupes communistes, sabotaient, faisaient leur courses à la prolétaire, détournaient leurs outils ou leur temps de travail pour produire pour eux et elles-mêmes, déménageaient à la cloche de bois sans laisser ni adresse, ni loyer. Plus tôt, au XIX^{ème}, les sociétés secrètes ouvrières organisaient l'entraide via les sociétés d'entraide mutuelles et en profitaient pour s'armer en vue des émeutes qui ne manqueraient pas de se produire. Bref la lutte lorsqu'elle revêt un caractère réellement subversif finit par déborder le cadre étroit du syndicalisme et du seul travail pour renverser et bouleverser l'existant dans son entièreté.

Et ce d'autant plus que le cadre dans lequel s'est développé le syndicalisme au cœur du monde capitaliste a été profondément modifié. Au delà de ses propres limites et de ses propres échecs, les conditions pour que se renouvelle et se développe aujourd'hui un syndicalisme réellement subversif sont beaucoup moins favorables qu'hier .

Les grands centres industriels ont été déstructurés pour laisser place à de plus petites unités de production ou ont été délocalisés dans des pays aux régimes plus expéditifs. C'est d'ailleurs en Chine aujourd'hui que les explosions sociales sont les plus violentes et les plus récurrentes. Ces unités de production ne produisent le plus souvent qu'une infime partie de l'objet produit, ce qui rend beaucoup plus complexe le blocage de la production. Le salariat s'est lui-même profondément modifié avec « l'uberisation » et l'auto-entrepreneuriat d'une part et le développement des emplois liés aux services à la personne. Les types de contrats et de statuts se sont également multipliés sur les lieux de travail, brisant les solidarités.

Sachant que la plupart d'entre nous alternent depuis des années petits boulots et chômage, ce qui réduit singulièrement les possibilités de tisser des *complicités subversives*. Bref, ces modifications du salariat répondant autant aux impératifs économiques qu'à des visées contre-insurrectionnelles, nous atomisent et pacifient la situation. La dernière explosion sociale d'ampleur, celle des Gilets Jaunes a d'ailleurs pris des chemins de traverse. Elle n'est pas plus sortie des logiques syndicales, qu'elle ne s'est appuyée sur les lieux de production. Ce sont ces types de lutte, avec leurs forces et leurs propres faiblesses qui risquent de surgir dans les temps qui viennent, et c'est ce type de situation qu'il faut nous préparer à affronter.

8.

Outre cette dynamique contradictoire liée au rapport capital/travail, le syndicat produit sa propre dynamique liée aux formes d'organisation qu'il a privilégié, mais également aux modifications de statuts dans le syndicat et dans leur lieu de travail de nombreux-ses travailleur-se-s syndiqué-e-s. Les conditions matérielles d'existence et les rap-

ports de pouvoir qu'exercent ces travailleurs et ces travailleuses dans le syndicat et leurs entreprises forgent de nouveaux comportements : la *bureaucratization* est en route fabricant son propre rapport au monde, aux luttes et aux compagnons et compagnonnes qui les font vivre.

Les options tactiques des centrales syndicales épousent alors le plus souvent les intérêts et les options idéologiques, parfois convergentes, parfois divergentes, de leurs cadres. La bureaucratie de la CGT dans l'après guerre est ainsi restée prisonnière du stalinisme et des intérêts de Moscou ; celle de la CFDT, liée à la seconde gauche a accompagné les mutations de la gauche de gouvernement dans l'après 1981 ; d'autres bureaucraties syndicales ont souvent privilégié leurs avantages spécifiques aux luttes réelles.

Les rapports hiérarchiques et les détachements syndicaux ont fini de déconnecter ces bureaucrates des travailleurs en lutte et des syndiqué-e-s de base et d'assécher les relations humaines d'entraide qui peuvent se nouer dans les syndicats ou les luttes... Les comités d'entreprises des grandes boîtes, les organismes paritaires développés dans l'après-guerre, comme l'Unedic, les caisses de retraite gérées paritairement par l'Etat, les syndicats et le patronat, le Conseil économique et social ou les organismes paratariques ont également souvent offert des avantages considérables aux bureaucrates syndicaux. Le Comité d'Entreprise d'EDF a ainsi servi de niche à de nombreux cadres de la CGT d'autant plus acquis à l'industrie nucléaire qu'ils en tiraient des avantages non négligeables au quotidien.

L'éternelle *trahison bureaucratique* du syndicalisme qui n'est en fait qu'une de ses conséquences sans cesse répétée n'a rien de neuf. Elle touche dès son origine le mouvement ouvrier naissant, et l'Internationale des travailleurs mise en branle dès la seconde moitié du XIXème siècle ne fait pas exception. Bakounine y analyse, contre Marx et ses amis, ce que les habitudes forgées par la représentation finissent par fabriquer : un embryon de bureaucratie déjà en train de trahir les aspirations ouvrières. Dans sa Protestation de l'Alliance, rédigée au cours de l'été 1871, il écrit à propos des Comités genevois : « *A force de se sacrifier et de se dévouer, ils ont fait du commandement une douce habitude, et par une sorte d'hallucination naturelle et presque inévitable chez tous les gens qui gardent trop longtemps dans leurs mains le pouvoir, ils ont fini par s'imaginer qu'ils étaient des hommes indispensables. C'est ainsi qu'imperceptiblement s'est formée, au sein de ses sections si franchement populaires des ouvriers du bâtiment, une sorte d'aristocratie gouvernementale(...)* »

Nous connaissons tous et toutes certains ressorts de cette trahison : l'appétit de reconnaissance, mais également la volonté parfois remplie d'honnêteté de changer les choses ou de porter une position, l'impression de représenter des

gens ou une position politique, et pour d'autres, parfois les mêmes après quelques années d'exercice, l'opportunisme, le goût du pouvoir et de l'argent, le cynisme, etc.

Mais les conséquences sont désastreuses pour les luttes, parce qu'elles les maintiennent figées dans les ornières creusées par ces logiques bureaucratiques, prisonnières des intérêts d'une caste qui s'est lentement séparée des conditions d'existence de ceux et celles qu'elle entend défendre.

A noter que ces bureaucraties n'existent que parce qu'elles continuent de représenter une part des salarié-e-s. Comme le soulignait jadis le groupe marxiste hétérodoxe *Socialisme ou Barbarie*, il n'existe de bureaucraties que parce qu'il existe une part de consentement ou pour reprendre La Boétie une sorte de servitude volontaire. La bureaucratie ne fait malheureusement pas que trahir, elle est également l'expression de l'assujettissement de l'ouvrier et l'ouvrière à ses représentant-e-s et à son outil de production.

Le syndicat animé par sa dynamique propre et traversé par les tensions qui s'y exercent n'est pas exempt d'un dernier défaut de taille : participer au développement du *fétichisme de l'organisation*. Comme pour la marchandise, l'organisation peut finir par revêtir un caractère fétiche : de moyen de lutte, elle peut devenir une fin en soi. Alors dans la lutte, ce qui est privilégié ce ne sont plus les débouchés de cette lutte, mais le développement de l'organisation elle-même ou la préservation des intérêts de ses membres, sa survie plutôt que son caractère subversif.

Dans ce contexte, les différentes contestations du fétiche sont souvent vécues par de nombreux-ses syndiqué-e-s comme des agressions contre eux et elles-mêmes, et des mécanismes d'identification à l'organisation finissent alors souvent par l'emporter sur l'usage de la raison critique. L'organisation devient dans ce contexte un outil d'aliénation : on se dépossède de soi pour l'organisation comme on se dépossède de soi dans le travail. Et comme dirait l'autre : "*Peut-on détruire l'aliénation avec des moyens aliénés ?*"

8.

Cette fonction répressive et régressive du syndicat gagne même nombre de militant-e-s révolutionnaires. L'activité de Jean-Pierre Mercier, militant *Lutte Ouvrière* et permanent CGT chez PSA est symptomatique de cette double fonction du délégué syndical, qui plus est pris dans un jeu propre à sa place et celle du Parti qu'il représente dans l'appareil de la CGT. D'un côté, une implication réelle dans les conflits, un discours virulent, structuré et véritablement hostile au patronat, mais dans le même temps un jeu de pacification face aux jeunes éléments non encadrés

dans la boîte, voire de dissociation.

C'est ce qui s'est joué lors du conflit de 2013, où une lutte à PSA contre la fermeture du site d'Aulnay déborde en partie l'appareil de la CGT. L'extrême gauche du capital marche sur la corde raide: d'un côté elle porte un discours idéologique offensif contre le patronat et un investissement de tous les instants dans la lutte, entreprend de mobiliser les travailleur-se-s ; mais d'un autre côté, en coulisse elle cherche à maintenir la négociation avec PSA et le pouvoir pour ne pas être cloué au pilori, en interne à sauver pour le Parti et accessoirement pour soi-même sa place dans l'appareil de la Confédération, et sur le terrain de la lutte participe à marginaliser les plus agités.

Comme le souligne les entretiens recueillis par l'historien Sylvain Patthieu dans *Avant de disparaître, chroniques de PSA-Aulnay*, à l'intérieur de l'usine, une partie des grévistes ne luttent pas tant, comme le rêvent les militants d'extrême-gauche, contre l'interdiction des licenciements ou l'autogestion ouvrière, qui ne fait que perpétuer l'exploitation sous une autre forme, l'auto-exploitation, mais veulent quitter l'enfer de l'usine avec une prime de licenciement conséquente. Des chroniques régulières dans *Le monde libertaire* ont rendu compte à l'époque des tensions qui s'exerçaient entre des jeunes grévistes venus de quartier populaires et l'appareil de la CGT, hostile aux débordements et à l'action directe illégale. PSA aura finalement après plusieurs semaines de lutte, raison de la grève et redéployera une partie des salarié-e-s sur leurs autres sites. Jean-Pierre Mercier est ainsi transféré à l'usine de Poissy.

Guère surprenant donc de découvrir quelques années plus tard, alors qu'un bloc offensif s'est invité à la manif le 1er mai 2019, Mercier déclarer sur une chaîne d'infos continues : *"je crois que la violence arrange le gouvernement"*. Il profite de l'occasion pour réaffirmer son rôle de syndicaliste : flatter ce qu'il pense être l'opinion majoritaire mais également pour offrir des gages au patronat et à sa bureaucratie syndicale en condamnant l'action de révolté-e-s venus en découdre avec les flics et la marchandise.

Mercier est tellement attaché au syndicalisme qu'il prône quelques mois auparavant une ligne hostile au mouvement des Gilets Jaunes au sein de LO. Il juge le mouvement trop confus, mais surtout trop autonome des structures syndicales et politiques. Il faut dire que LO théorise depuis quelques années, non sans raisons par ailleurs, un repli des luttes et une fascisation de la société, repli nécessitant, et là c'est une tout autre histoire, de préserver le Parti révolutionnaire dans l'attente de jours meilleurs, de conditions historiques qui ne manqueront pas d'émerger dans la terminologie marxiste-léniniste de nos chers camarades. Dans la vision du monde léniniste, le Parti est au moins aussi important que la lutte des classes elle-même, puisqu'il est le seul, dans des conditions sociales et historiques favo-

rables, à pouvoir accoucher l'histoire, imposer la *dictature du prolétariat* et faire advenir le moment communiste. Les militant-e-s de Lutte Ouvrière investis dans la lutte ont ainsi été rapidement recadrés. Et le débat sur les Gilets Jaunes lors de la fête du Parti en 2019 a été fort agité.

Mais paradoxalement, malgré ces gages, Mercier est aujourd'hui pourtant poussé vers la sortie par la direction de la CGT. Le syndicat CGT de Poissy dont il est l'un des animateurs est en conflit avec la fédération CGT de la Métallurgie. En 2022, la fédération décide de créer une seconde section CGT sur le site. Après une longue bataille en interne et une lutte juridique le syndicat « historique » est finalement exclu, et rejoint dans la foulée SOLIDAIRES.

Il s'agit pour la direction de la porte de Montreuil de faire le ménage. Non seulement pour ses intérêts propres au sein de la centrale contre une bureaucratie dissidente, mais également pour montrer pâte blanche face au patronat, Mercier étant jugé encore trop combatif. Toutes les tensions du syndicalisme se concentrent dans cette épisode : pacification contre lutte, mais également lutte entre bureaucraties concurrentes.

Cette chasse aux « trotskystes » n'augure rien de bon pour le cycle de lutte qui pourrait émerger dans les prochains mois : d'une part les règlements de comptes dans le syndicat sont privilégiés aux luttes sur les sites, peut-être pour privilégier des débouchés politiques à gauche ou préserver des jeux d'alliance avec la CFDT et FO, mais également parce que la porte de Montreuil semble vouloir montrer patte blanche face au pouvoir.

9.

En juin 2017, Jérôme Laronze, syndicaliste engagé à la CONFÉDÉRATION PAYSANNE est abattu par des gendarmes lors d'un contrôle routier. Cela fait plusieurs semaines que Jérôme est en cavale suite à son refus de se soumettre à un contrôle de l'administration (la DDDP) sur son élevage. Depuis plusieurs années, Jérôme Laronze dénonce l'acharnement qu'exercent de nombreuses instances administratives contre des agriculteurs et des agricultrices de plus en plus fragilisés.

Loin de remettre en cause l'agro-industrie et leurs complices, la concentration industrielle ou de protéger les consommateurs, la traçabilité comme la multiplication de normes administratives favorisent les plus grosses exploitations et l'industrialisation de l'agriculture plus à même de s'adapter et d'encaisser la hausse des coûts et de la charge de travail. Et ce d'autant plus que ces grosses exploitants bénéficient souvent de davantage de complicités au sein des administrations et d'alliance avec les principaux ténors de l'agro-industrie.

Dans un texte publié quelques temps avant sa mort, inti-

tulé *Chroniques et états d'âme ruraux*, Jérôme Laronze revient une nouvelle fois sur cette multiplication des contraintes administratives et cette gestion par les normes favorable à l'agro-industrie.

Lors de sa cavale, le geste de Jérôme, mûrement réfléchi, bâti sur une analyse fine de sa situation, est psychiatrisé par une partie de ses ami-e-s de la CONFÉDÉRATION PAYSANNE. Et pour cause, la bureaucratie de la confédération est idéologiquement hostile à cette critique de la gestion par les normes. Elle a depuis longtemps promu, au nom de l'écologie et de la défense des consommateurs et des consommatrices, ces logiques de traçabilité qui sont aujourd'hui au cœur de cet acharnement administratif qui condamne les agriculteurs et les agricultrices les plus fragiles.

Dans la lutte contre les OGM, la confédération s'est déchirée entre « citoyen-ne-s » qui ont poussé aux actions de désobéissance civique et radicales. Les première-s ont organisé des actions de fauchages volontaires à visages découverts de champs d'OGM, combattus les attaques contre les laboratoires de recherche publique sur la génétique, dénoncé les fauchages clandestins, milité pour que l'État et les institutions européennes légifèrent contre les OGM et mettent en place des politiques de traçabilité alors que les seconds ont quitté le navire pour continuer à lutter par d'autres moyens moins débonnaires.

Dans les années qui ont suivi, une partie des cadres du syndicat ont investi des structures politiques et institutionnelles. José Bové est devenue Député Européen, des syndicats ont gagné des chambres d'agriculture et ont participé à la gestion locale de politiques agricoles.

Le syndicalisme agricole ne fait donc pas exception : aux cogestionnaires historiques de la FNSEA s'opposent désormais des alter-gestionnaires, cherchant à dealer avec l'État en toute complicité avec les écologistes de gouvernement.

Dans les luttes, comme à la ZAD, la conf' défend les politiques de négociation avec l'État. Là encore, on trouve dans l'histoire de certains cadres du syndicat, une expérience préalable sensiblement identique à celle qui a présidée aux derniers mois de lutte à Notre-Dames-des-Landes. En 1981, Mitterrand et le pouvoir socialiste offrent deux os à ronger aux écologistes et aux antimilitaristes : l'abandon de la construction de la centrale nucléaire de Plogoff et du camp militaire du Larzac. Il s'agit pour le pouvoir socialiste qui s'apprête à poursuivre et amplifier le programme nucléaire de tenter de démobiliser deux gros points de fixation de luttes populaires et écologiques.

Sur le causse du Larzac, en 71, l'armée voulait étendre un camp militaire. Une opposition se cristallise alors contre

le projet, les terres sont occupées. Un Groupement Foncier Agricole (GFA) est créé. Il s'agit de regrouper toutes les terres en commun, et de rendre leur rachat ou leur expropriation plus complexe. Finalement, pour les raisons que nous avons évoqué le projet est abandonné. Sur le causse, à la suite de la victoire, les terres sont réparties et leurs gestions placées sous la responsabilité d'un office foncier et d'un bail renouvelable. L'État est propriétaire des terres qui sont gérées collectivement par les agriculteurs et les agricultrices. On trouve alors dans la lutte un certain José Bové.

Lorsque le 18 juillet 2013, ministre de l'agriculture se déplace sur la causse pour signer le renouvellement du bail, nous sommes en pleine lutte contre l'aéroport de Notre-Dames-des-Landes. Solidairement, certains mauvais esprits veulent chahuter le ministre. Mais, mis au courant de l'initiative, un service d'ordre s'improvise. A l'initiative, des membres de la CONFÉDÉRATION PAYSANNE.

C'est qu'en quelques décennies une partie du syndicat s'est muée en outil de cogestion de cette expérience de propriété collective. On retrouve dans la mise en place d'une Assemblée des Usages à Notre-Dames-des-Landes puis dans les négociations qui ont suivi l'abandon du projet d'aéroport des signaux annonciateurs qu'une dynamique sensiblement identique était en cours. Et pour cause, dans cette dynamique de normalisation de la zone, on a retrouvé côte à côte des agriculteurs proches ou engagés dans la conf' et des « autonomes repentis » organisé notamment au sein du Comité pour le Maintien Des Occupations (CMDO).

10.

Des syndicats comme ceux qui composent SOLIDAIRES malgré leurs promesses initiales, n'échappent pas aux contradictions du syndicalisme. Lorsque SUD se crée en 1995, dans le Rail, c'est contre l'évolution ouvertement cogestionnaire de la CFDT dirigée à l'époque par Nicole Notat.

Ça fait alors des années que la CFDT, originellement portée par des courants chrétiens de gauche puis traversée dans les années 70 par les aspirations autogestionnaires de l'après mai 68, notamment sous l'impulsion de militant-e-s libertaires ou du PSU et d'un prolétariat fraîchement prolétarisé et particulièrement agité, a pris une nouvelle direction.

Pour autant, ces aspirations autogestionnaires de sections de la CFDT des années 70 recouvraient déjà des réalités antagoniques et des impasses que quelques militant-e-s anarchistes, situationnistes ou d'ultra-gauche avaient déjà perçues. S'il est question d'*autogestion* dans le syndicat ou même de *conseils ouvriers*, il est par contre rarement

question d'expropriation des moyens de production ou de destruction du capitalisme ou de l'État, bref de perspectives révolutionnaires.

Ainsi le *Soviet de Saclay* qui verra émerger de nombreux cadres de la CFDT du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA), sera dans un même mouvement un réel et fort moment de démocratie interne entre salarié-e-s et très rapidement ré-enchassé à administration quotidienne du Commissariat : *"Le 17 au matin, une poignée de chercheurs se réunissent à Saclay pour débattre des événements [des manifestations étudiantes et de la répression]. Ils sont peu à peu rejoints par quelques dizaines d'agents... en fin de matinée ce sont plusieurs centaines de salariés qui délibèrent, puis c'est un rassemblement général de plusieurs milliers de personnes qui est organisé dans l'après-midi. On analyse les événements, on dénonce le carcan d'une société ultraconservatrice, on exige la liberté d'expression et on conteste pêle-mêle les structures figées de l'administration, du pouvoir central, des partis politiques, des syndicats... Chacun a le droit de s'exprimer à haute voix pour exposer librement ses frustrations et énumérer ses envies dans une loghorée anarchique et continue. Seuls les applaudissements et les sifflements sont interdits. Les digues ont sauté et la parole n'en finit pas de s'écouler sans qu'aucun ne puisse s'arroger le droit de la canaliser. Bien vite, les représentants des syndicats qui assistent, étonnés, à ce déferlement de revendications sont montrés du doigt. On leur reproche leur conservatisme, leur manque d'unité et des batailles obsolètes."* [Nicole Legras-Maillon, *Du nucléaire et des hommes, le cherche midi*, 2003.]

C'est la constitution des Conseils de Saclay. Des délégués sont désignés dans chaque services qui siègent au comité central d'action. L'expérience de démocratie directe dure un an. Le mouvement s'étend à de nombreux centres du CEA. Petit à petit, les syndicalistes originellement marginalisés par cette lutte spontanée et autonome décident d'investir les « conseils » et cherchent avec les plus « réalistes » à promouvoir des accords collectifs. Si l'idée des soviets fait ouvertement référence aux soviets ouvriers russes, allemands et italiens des années 1917 à 1923, il ne s'agit pas ici de conseils expropriateurs et révolutionnaires, mais d'une auto-organisation des travailleurs et des travailleuses dans le cadre capitaliste.

Du conflit ressort une nouvelle convention collective développant les droits syndicaux au Commissariat, un dialogue social accru, une atténuation des échelles hiérarchiques. C'est cette rénovation des modes d'organisation du travail que va progressivement promouvoir la CFDT « autogestionnaire ». Le mot d'ordre d'autogestion est alors également repris dans l'occupation emblématique de l'usine de fabrication de montres de LIP à Besançon où

il s'agira plus d'une expérience de réappropriation illégale de la production par la vente du stock de montres disponibles sur place que d'une réelle autogestion de la production.

Mais le mot d'ordre d'autogestion est alors suffisamment souple ou confus pour qu'il puisse permettre de laisser cohabiter cogestionnaires et révolutionnaires au sein de la CFDT... jusqu'à l'arrivée de la gauche au pouvoir. Les cogestionnaires investissent alors les ministères socialistes et les révolutionnaires commencent leur long combat interne d'oppositionnels avec des vagues successives de départs et d'exclusions, qui renforceront occasionnellement la CNT, les syndicats ou les coordinations autonomes jusqu'au cœur des années 90 et le mouvement de 1995.

Là pas mal de militant-e-s sont attirés par les sirènes de SUD qui vient de se créer. Trotskystes, syndicalistes de combats, maos, libertaires et agités investissent le syndicat qui prend une forme de structuration plus autonome et fédérale que dans la majorité des syndicats existants. Pas mal de militant-e-s libertaires pensent alors que SUD sera une force de promotion de l'autonomie des luttes proche de l'anarcho-syndicalisme ou du syndicalisme révolutionnaire. Il n'en sera rien tant les lignes portées par les syndicats oscillent selon les secteurs et les groupes et surtout parce que des autoritaires ont également rejoints le navire et tentent d'en prendre le contrôle. Certains compagnon-ne-s rejoindront de nouveau alors les groupes autonomes ou anarcho-syndicalistes.

A Caen, globalement, exception faite de quelques syndicats comme SUD-ÉTUDIANTS ou SUD-PTT, la majorité des syndicats joueront dans les années qui suivent 1995 prioritairement le jeu de l'intersyndicale. Les militant-e-s de SUD-ÉTUDIANTS de l'époque se rapprocheront pour beaucoup d'entre eux et elles des courants libertaires ou autonomes entre 2003 et 2010.

Pendant le mouvement des retraites de 2010, des militants de SUD-PTT et de SUD-SANTÉ rejoignent une ASSEMBLÉE INTER-CATÉGORIELLE, autonome des Partis et des syndicats. Pour les camarades de SUD-PTT, ce ne sera en remettant en cause ni la forme de structuration du syndicat auquel ils participent, ni son rôle au sein des luttes à La Poste, ce qui conduira à l'apparition de luttes internes au syndicat par la suite. Par contre, ils et elles joueront le jeu d'un débordement réel des modes de structurations et des faux blocages organisés par l'Intersyndicale. Les camarades de SUD SANTÉ sont quant à eux et elles des ancien-ne-s des COMITÉS DE NON SYNDIQUÉ-E-S apparus au CHU dans les années 70-80. On y trouve des compagnon-ne-s communistes libertaires entre autres. Enfin il y avait également des syndiqué-e-s de la CNT-AIT et de la FSE, sincèrement attachés à l'auto-organisation et l'autonomie

des luttes.

Ce n'est alors que marginalement que des groupes ou le plus souvent des individus de SOLIDAIRES poussent à la construction de structures autonomes ou autogérées. Ce qui est logique au vue de la présence importante d'autoritaires dans la structure. Ce qui ne manque pas de générer des engueulades entre militant-e-s, notamment face au manque de réaction de SOLIDAIRES par rapport aux dissociations à répétition explicites de la CGT lorsque la répression s'abat sur des camarades de lutte. Mais la priorité pour la majeure partie des syndicats restent l'Intersyndicale, menée par les différentes bureaucraties à l'œuvre.

Ces dernières ont tirés quelques enseignements des dernières séquences de luttes et de l'émergence d'espaces autonomes d'auto-organisations des grévistes depuis 2006 et la lutte contre le Contrat Première Embauche. Ils organisent à partir du mouvement des retraites de 2010 une agitation et des blocages, le plus souvent négociés avec le pouvoir.

Ceci n'empêche pas alors de nombreux-ses syndiqué-e-s et grévistes de déborder en situation les modes d'action de l'Intersyndicale ou de manifester une réelle solidarité avec les plus combatifs et combattives. Cela n'empêche pas également que des syndicats de SUD favorisent à l'occasion des modes de structurations autonomes, avec des initiatives tel que le préavis permanent de grève de SUD-EDUCATION qui a permis de couvrir des tas de moments de lutte, notamment chez les pion-ne-s ou les assistant-e-s d'éducation. Comme tous les syndicats, SOLIDAIRES est une structure en tension entre des forces antagonistes, mais qu'il est difficile en tous cas de qualifier d'autonome.

11.

BIEN ÉVIDEMMENT, NOMBRE DE SYNDIQUÉ-E-S emportés par les mouvements, peuvent en situation dépasser cette fonction d'encadrement du syndicalisme. Les individus ne sont pas réductibles aux organisations qu'ils et elles ont choisi de rejoindre ou aux idéologies qui les traversent. Tout cela peut vaciller, momentanément ou définitivement.

Alors, souvent les contradictions du syndicalisme apparaissent de manière plus claires. Dans les luttes, les militant-e-s sont mis au pas, des sections écartées ou marginalisées, etc. Hors des luttes, règlements de compte et rapports de force visent à imposer un retour à la normalité syndicale.

Des formes de structurations autonomes peuvent également surgir dans lesquelles des syndiqué-e-s peuvent jouer un rôle essentiel. Mais c'est alors une autre histoire que celle du syndicalisme qui se joue : celles de luttes autonomes avec leurs comités de grève ou leurs assemblées de lutte autonomes, leurs groupes d'affinités offen-

sifs qui créent leurs dynamiques propres en toute liberté.

Une fois la lutte sociale finie, certain-e-s, retrouvent parfois, faute de perspectives, le syndicat. Parfois pour s'enfoncer dans les méandres de la routine syndicale et se faire happer par leurs contradictions. Parfois pour se défendre et résister au quotidien au rouleau compresseur capitaliste sans renoncer en rien à l'autonomie des luttes. Ce sont celles et ceux là que nous croisons dans les débordements et les espaces autonomes.

Mais il n'empêche que rien ne peut exister d'émancipateur sans avoir à l'esprit le nécessaire dépassement des contradictions du syndicalisme et la nécessité de détruire ce vieux monde, la majeure partie de ces structures matérielles et idéelles, bref sans renouer avec des perspectives révolutionnaires et subversives en rupture avec l'existant, que cette rupture se nomme anarchisme ou communisme. Or si les syndicats ont été parfois à leur origine des complices théoriques des perspectives révolutionnaires, ils en sont avec le temps devenus le plus fervents et les plus opiniâtres ennemis.

Ce texte ne vise en rien à stigmatiser dans une sorte de posture morale ceux et celle qui font le choix durable ou temporaire du syndicalisme, mais bel et bien à rappeler quelques analyses qui étaient jadis des évidences dans le milieu « autonome » et qui ne semblent plus aujourd'hui partagées : nouer des liens avec des syndicalistes et des travailleur-se-s en lutte est souhaitable, mais uniquement en débordant le rôle historique dédié au syndicalisme, en expérimentant coude à coude des formes d'organisation autonomes et en cherchant à bouleverser l'existant.

Il est aujourd'hui devenu courant dans le milieu « néo-autonome » de taxer toute critique du syndicalisme « *d'anti-syndicalisme primaire* » et d'assimiler, comme le faisaient hier les bureaucraties syndicales, ces critiques à celles des journalistes, de la bourgeoisie et des défenseurs patentés et rémunérés de l'économie, bref à une critique patronale des syndicats, là où elle s'exerce à partir d'une toute autre position.

C'est la motivation essentielle qui a présidé à cette reprise d'une critique du syndicalisme, mille fois portée par une bonne part du mouvement anarchiste, d'ultragauche, situationniste ou autonome, et largement partagée par de nombreuses personnes ayant eu affaire à la pratique syndicale. Il ne s'agit pas de tirer sur un cadavre, à l'heure où la pratique syndicale est devenue marginale et est particulièrement décriée, qu'elle est effectivement véhiculée par des appareils médiatiques, des discours idéologiques dominants, soutenue par le patronat et la bourgeoisie. Mais c'est oublié que le syndicalisme, de mouvements en mouvements, de trahisons en trahisons a creusé lui-même son propre tombeau. Et que par ailleurs, le cadavre bouge encore et entraîne dans sa chute encore quelques révoltés. L'idéologie citoyenne de l'Etat providence qu'il

agite, sa force de mobilisation mais surtout d'encadrement agissent comme autant d'éléments hostiles à la construction d'une force réellement autonome voulant en découdre avec l'existant.

Une défiance profonde a ainsi, pour de bonnes mais également de mauvaises raisons traversé le mouvement des Gilets Jaunes. Le syndicalisme s'est lui même tenu à bonne distance de ce mouvement dont il ne contestait pas tant la confusion parfois réelle, que son refus de se soumettre à des appareils syndicaux ou politiques et des axes revendicatifs prémâchés.

C'est au moment précis où le syndicalisme et les bureaucraties syndicales montrent de sérieux signes d'essoufflement, qu'une partie des militant-e-s radicaux-ales ont fait le choix de voler à son secours. Depuis une dizaine d'années, *l'idéologie de la composition* a creusé son sillon dans un milieu où elle commence aujourd'hui à montrer des signes manifestes de saturation.

Cette idéologie vise à faire composer de manière stratégique et instrumentale des forces antagoniques pour d'une part faire nombre, et d'autres part en situation déborder les forces les plus molles lors d'affrontements ou d'actions.

Outre que cette vision de la lutte est pleine d'illusions et de naïveté, elle est surtout totalement instrumentale : elle traite les êtres et les organisations qui peuplent les luttes comme le capital et l'État nous traitent : en forces matérielles mobilisables. Les relations ne se basent plus sur la sincérité, mais sur l'instrumentalisation ; les complicités laissent place aux alliances froides et calculatrices ; plus rien ne se vit et tout milite.

Si le syndicalisme conserve une force de mobilisation réelle, cette dernière est par contre beaucoup plus restreinte qu'hier et se paye d'une volonté jamais démentie d'encadrer les mouvements. Les appareils syndicaux cherchent à se nourrir des révoltes spontanées et des espaces de débordements qui émergent dans les luttes ; mais toujours en cherchant à les ramener dans leur giron et à freiner toutes les conditions permettant l'émergence et la pérennité de tels espaces. Qu'ils soient ensauvagés ou domestiqués, ils cherchent à chevaucher les mouvements. En 2019, l'intersyndicale a ainsi ouvert à Caen une assemblée de lutte interprofessionnelle qui n'avait qu'un rôle de proposition et consultatif. Les syndicats du rail organisaient quant à eux des piquets volants. C'est qu'en quelques années, les bureaucraties syndicales ont appris à emprunter des modes de luttes issus de pratiques autonomes, à la fois pour épouser des formes de lutte plus mobilisatrices et plus en phase avec la rage que cette époque ne manque pas de provoquer, mais également pour mieux les vider de leur contenu subversif et les assujettir.

13.

Maintenant, il faut être lucide, la volonté d'encadrer un mouvement, ou l'appétit de pouvoir ne sont pas propres au seul syndicalisme, même si les formes hiérarchiques d'organisation empruntées par les syndicats et encouragées par l'État et une partie du patronat, en favorisent l'émergence et la pérennité.

Il existe bien d'autres formes, plus invisibles de prise de pouvoir. L'expérience de la ZAD et le poids pris par un groupe comme le CMDO au moment des négociations de fin de mouvement, ou le rôle joué par la bureaucratie cénétiste dans l'Espagne libertaire de 1936 en sont des manifestations exemplaires.

Le pouvoir peut émerger dans des structures autonomes, des groupes anarchistes, et même surgir à des endroits inattendus. Le pouvoir ne se niche pas uniquement et toujours dans les dominations bureaucratiques ou structurelles, qui à défaut d'être facilement défaits sont souvent les plus facilement identifiables, mais peut répondre à des situations sociales et inter-individuelles spécifiques ou inédites. C'est bien le pouvoir qui est maudit, et pas seulement les structures fixes et dominantes qui favorisent son extension et son maintien.

C'est d'ailleurs au passage l'apport essentiel de l'anarchisme que de prendre en compte la question du pouvoir comme une entité à part entière et un problème essentiel. Qui plus est dans la tradition anarchiste anti-politique qui vise à abattre toutes aristocraties et séparations autoritaires, qu'elles soient formelles ou informelles et toutes logiques bureaucratiques.

14.

Autant en emporte le syndicalisme. Ses victoires les plus essentielles sont celles qu'il a obtenu sur le dos de luttes et de révoltes spontanées qu'il n' a le plus souvent cherché qu'à encadrer. Comme disait l'autre, « *on parle toujours d'un fleuve en furie, mais jamais des rives qui l'enserrent* ». Le syndicalisme, créé au cœur même du mouvement ouvrier et dans le bel espoir et l'impérieuse nécessité d'abattre toutes les digues de l'existant a finit par succomber à ses contradictions et par être digéré par le pouvoir pour revêtir cette fonction essentielle : canaliser le bouillon furieux et le mener à bon port.

• Un rétif,
Janvier 2023.

FAIRE TABLE RASE DE LA PRISON...

A LA SUITE DES TEXTES ET DES BRÈVES PARUS DANS TABULA RASA, journal mural contre l'enfermement. 5 numéros ont égayé les murs de différents quartiers de Caen, notamment autour de l'actuelle Maison d'arrêt, entre mai 2019 et octobre 2020. Ce journal avait pour vocation d'accompagner à sa manière une agitation contre le chantier de construction de la nouvelle maison d'arrêt à Ifs, aux côtés d'actions directes, de parloirs sauvages et de feux d'artifice solidaires.

Humaniser les prisons pour toujours plus enfermer !

CHAQUE JOUR, IL Y A LE « CHAGRIN », ces tafs absurdes qui reflètent cette société, les papelards à remplir pour pouvoir survivre, la misère et la précarité qu'on nous somme d'accepter, les contrôles CAF ou Pôle emploi qui ne visent qu'à nous radier, les contrôles de la Police aux frontières (PAF) ou des flics. Il y a les services sociaux qui nous gardent sous contrôle, les caméras qui scrutent nos gestes, les anxiolytiques qui calment nos angoisses, et toujours les flics. Et puis il y a la taule. Parce que l'ordre doit régner. Cet ordre qui vise à nous maintenir exploitée-e-s, dominé-e-s.

Une nouvelle prison devrait sortir de terre à Ifs, au sud de Caen. Lorsque politicien-ne-s, expert-e-s de tout poil ou juges se sont ému-e-s des conditions de détention dans les cabanes françaises, nous nous doutions instinctivement qu'ils et elles nous prépareraient un mauvais coup.

Destiné à remplacer l'ancienne maison d'arrêt qui tombe en ruine, ce charmant bloc de béton se dressera loin de nos yeux, entre une plateforme logistique de la grande distribution et un no man's land agro-industriel. Sa capacité d'accueil devrait être significativement augmentée, passant de 250 à 600 places. Située au sud des quartiers populaires de la Guérinière et de la Grâce de Dieu, quartiers dans lesquels on ne manquera pas de piocher les futur-e-s candidat-e-s à la détention, cette taule accueillera à minima, mais sans nul doute bien davantage, quelques 600 détenus en attente de jugement ou purgeant de courtes peines. Le bouclage des appels d'offre et les premiers travaux d'aménagement sont prévus pour 2019, la pose de la première pierre pour 2020, et les premiers détenus sont attendus pour 2022.

Ce projet de Ifs n'est pas isolé. Un nouveau plan prison, légèrement revu à la baisse, est en passe de couvrir l'ensemble du territoire. Aujourd'hui on parle de quelques 15000 places réparties entre plans de rénovation et nouvelles taules, de Caen à Paris en passant par Rennes, Angers, etc.

D'avidés cabinets d'architectes, plus soucieux de leur propre promotion que du bien commun qui leur sert d'arsenal publicitaire, nous vantent des prisons plus humaines faites de verdure et de circulation. La promesse de la construction de cellules individuelles qui accompagne



POUR BATIR DES PRISONS... IL FAUT DES ARCHITECTES.

La taule est là pour punir, priver de liberté et maintenir un ordre social abject. C'est aussi une machine à faire du pognon pour un tas d'entreprises, depuis celles qui les construisent jusqu'à celles qui les gèrent, depuis celles qui exploitent les détenus jusqu'à celles qui fournissent les différents services de base. Pour la construction de la nouvelle Maison d'arrêt de Caen, on connaît déjà l'un des bénéficiaires de l'enfermement à tour de bras : le cabinet d'architectes *Architecture Studio*. Ce cabinet basé à Paris, Shanghai et Venise a déjà participé à l'édification de plusieurs prisons, de palais de justice, du parlement européen de Strasbourg etc. On sait de quel côté du manche sont ces concepteurs et conceptrices. Ce sont même des récidivistes : le nouveau palais de justice de Caen, c'était déjà eux et elles !

*Architecture Studio,
10 rue Lacuée,
Paris*



Pour construire des prisons, il faut une boîte de BTP

Le chantier de la prison d'Ifs, dans le sud de l'agglomération caennaise, est réalisé par **SPIE Batignolles** à partir de l'été 2020. Cette maison d'arrêt en-tasserait de 550 à plus de 1000 détenus en attente de leur procès (près de 30% des incarcérés en France sont en détention provisoire) et des personnes qui ont commis des petits délits, principalement pour deal ou possession de drogues (20% des condamnés) ou pour vol et dégradation (20% des condamnés) et ont été condamnées à des peines inférieures à 2 ans. SPIE Batignolles, 4^{ème} groupe du BTP français, est une multinationale qui pèse 2 milliards d'euros et emploie 7500 salariés. Il est détenu à 70% par ses cadres dirigeants. Il mène des chantiers en France, au Moyen-Orient, au Brésil, en Chine, en Egypte, etc. L'entité Nord du groupe collabore avec l'Agence publique pour l'immobilier de la Justice pour construire et rénover tribunaux et prisons. On peut les féliciter pour leur dévouement à :

Abscis-Bertin Production, 21 avenue de la grande plaine à Bretteville/Odon, au 13 rue Arago à Ifs, au 28 bvd de Verdun au Grand-Quevilly, ou encore au 4195 route des entreprises à Gonfreville-l'Orcher.

ce nouveau plan prison est présentée comme une avancée, même si de toute évidence, elle ne restera, comme pour les précédents plan prison, qu'un argument de vente.

En réalité, l'isolement et le renforcement des mesures de sécurité à l'intérieur des prisons ne se font jamais au bénéfice des détenu-e-s. Les quelques prisons ultra-modernes et sécurisées déjà construites sont souvent décrites par les prisonnier-e-s comme déshumanisées, aseptisées, répondant uniquement aux besoins et aux *impératifs* « économiques » et « sécuritaires » de l'administration pénitentiaire. L'isolement sert au contraire essentiellement à punir, comme pour le mitard.

Des quartiers de préparation à la sortie (QPS) pour les détenu-e-s les plus sages devraient également voir le jour. A Caen, il pourrait être aménagé dans l'ancien centre de détention.

Ces prisons s'élèveraient donc, si l'on écoute leurs promoteurs et promotrices, pour humaniser les conditions de détention des détenu-e-s.

Mais humaniser la taule ne vise jamais rien d'autre qu'enfermer toujours davantage. Si l'Etat construit de nouvelles cellules c'est qu'il engeôle toujours plus. Les quelques 30000 cellules construites ces trois dernières décennies n'ont jamais été en mesure de faire baisser la densité carcérale, mais elles ont par contre permis d'augmenter significativement le nombre d'incarcéré-e-s.

Cela va de pair avec le *durcissement* général des peines en matière de justice. Le prétendu angélisme des gouvernements qui se sont succédés depuis plusieurs décennies n'est qu'une propagande entretenue par les marchands et les idéologues du sécuritaire. Les peines sont de plus en plus lourdes et de plus en plus nombreuses. Loin de faire baisser le nombre de détenu-e-s, les peines dites "alternatives", comme le bracelet électronique, les Travaux d'intérêts généraux ou les prisons ouvertes, viennent se surajouter à l'enfermement. La prison sert un mode de gestion du monde au profit des classes dominantes.

Et dans une époque où le rapport de force est particulièrement défavorable au prolétariat et où la main d'œuvre est ici souvent devenue surnuméraire pour le capital, la prison joue son rôle de régulatrice. A un moment où l'exploitation capitaliste s'intensifie, l'Etat a préparé un tour de vis supplémentaire dans cette gestion des indésirables, de l'intensification des contrôles des chômeurs et des chômeuses, à la construction de nouveaux centres de rétention en passant par la construction de nouvelles prisons. Ces dernières emprisonnent ceux et celles qui combinent pour survivre, ceux et celles qui pètent les plombs, ceux et celles qui se révoltent ou qui résistent au harcèlement policier, notamment dans les quartiers populaires, ceux et celles qui traversent les frontières pour fuir la guerre, la misère. Ce sont ces indésirables qui la peuplent majoritairement. Et c'est bien en prévision d'une augmentation de cette paupérisation qu'Etat et capital en toute complicité, et sans manquer d'en faire un *marché juteux* pour Vinci, Bouygues et autres multinationales ou PME de la détention, bâtissent ces nouvelles prisons plus « humaines »

Avec le mouvement dit des « *Gilets jaunes* », l'Etat montre une nouvelle fois l'une des fonctions de cet arsenal répressif. Celui de mettre à l'ombre révolté-e-s et rebelles et dans le même temps d'intimider ceux et celles qui manifesteraient le désir de leur emboîter le pas. A la violence policière qui gaze, cogne, mutile et éborgne s'ajoute une violence judiciaire moins visible. Ce sont les arrestations par milliers, où s'entremêlent gardes à vue, rappels à la loi pour le moindre prétexte, his-

toire d'impressionner, et des peines particulièrement lourdes.

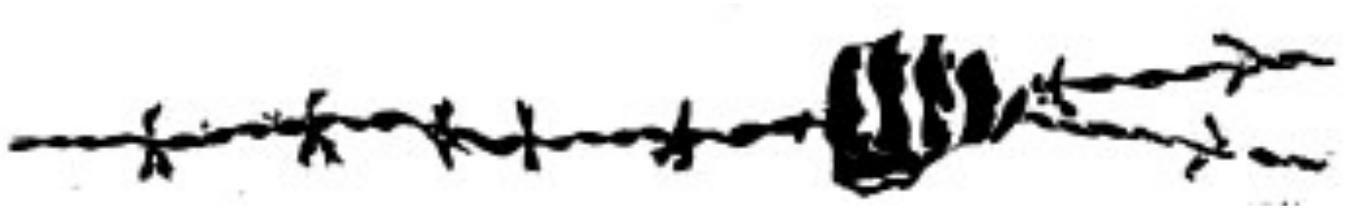
A Caen, la magistrature a exercé avec zèle sa *solidarité de classe* en condamnant notamment deux réfractaires à 30 et 39 mois de prison ferme. Une justice d'abattage qui n'est pas sans inquiéter la pénitentiaire qui craint des rébellions à l'intérieur de ses murs. Mais qui, n'en doutons pas, jouera son sempiternel rôle de garde-chiourme du système. Ce qui s'exerçait jadis avec le silence complice de la majorité de la population sur les habitant-e-s des quartiers populaires, les révolté-e-s (anarchistes, zadistes, écologistes radicaux-ales, ouvrier-e-s en lutte, etc.) s'applique désormais, de mouvements en mouve-

ments, à des franges de la population de plus en plus larges. Il en faudra bien des prisons pour éteindre ces *incendies*.

Pour notre part, nous demeurons solidaires de tous et toutes les engeôlé-e-s, et des mutins et des mutines qui ne manqueront pas de faire briller chacun et chacune à leur manière et à la mesure de leur possibilité une étincelle de liberté dans et hors les murs.

Nous savons que sous la cendre continue de couvrir la braise.

Tabula Rasa n°1, mai 2019



LES POUVOIRS MÉDICAUX ET JUDICIAIRES S'ACHARNENT CONTRE BORIS.

EN AVRIL 2020, NOTRE COMPAGNON ET AMI BORIS a incendié sur le Mont Poupet (Jura) les antennes-relais des quatre opérateurs de téléphonie mobile, ainsi que celles des flics et des gendarmes. Confondu par de l'ADN présent sur un bouchon de bouteille, il a été incarcéré en septembre 2020 à la prison de Nancy, puis condamné en avril 2021 à quatre ans de prison dont deux fermes. Dans une lettre publique écrite depuis la taule *, il a défendu haut et fort son acte par sa volonté de s'opposer à travers l'action directe à la numérisation croissante de nos vies, avec tout le contrôle, les ravages environnementaux et sociaux qu'elle implique. En août 2021, il a été grièvement blessé dans un incendie de cellule, et se trouve depuis aux mains du pouvoir médical. Du côté judiciaire, son écrou a été levé lors du procès en appel de septembre suivant (reporté quant à lui *sine die*), tandis qu'une instruction, toujours en cours, était confiée à une juge nancéienne afin de déterminer les causes de l'incendie et d'enquêter sur la promptitude des matons à laisser suffoquer notre compagnon en cellule.

Alternant entre le coma artificiel et la semi-conscience pendant quelques mois, Boris n'a pas pu faire ses choix. Les médecins n'ont pas manqué de se tromper sur les diagnostics, mais toujours avec une assurance sans faille. Début mars 2022, Boris a été transféré de l'aile

«Grands Brûlés» de l'hôpital de Metz vers le CHRU de Besançon au service de réanimation qui, en avril, a décidé de se débarrasser de lui en l'envoyant dans un autre service peu adapté à sa situation, sans que son avis ait une quelconque importance. Cette décision lourde de conséquence qui a signifié l'abandon de soins actifs, a été essentiellement motivée par le fait de ne pas constater d'évolution favorable de son état de santé en suivant de misérables critères statistiques. De manière évidente, ces critères ne tiennent absolument aucun compte de l'individu particulier auxquels ils sont appliqués de façon absolue et glaçante, même si celui-ci exprime sa volonté farouche de continuer à vivre et à se battre pour aller mieux. Profitant de sa tétraplégie actuelle, et malgré le fait qu'il est en état de parler, lucide et combatif, les médecins ont décidé de ne pas le réanimer si une nouvelle infection grave survenait. Ce n'est alors qu'en protestant et en faisant écrire des lettres qu'ils ont dû prendre en compte sa volonté de survivre et reprendre un minimum de soins actifs.

Mais cela est évidemment devenu peu à peu inacceptable pour le pouvoir hospitalier. Un ex-taulard anarchiste qui ose remettre en question le dogme médical, qui refuse de se résigner sans broncher à leurs diagnostics mortifères, ne peut pas être lucide ! Il est forcément trop « influençable », selon les pontes en blouse blanche (par

ses idées anti-autoritaires ?). Alors, quand en plus Boris tente obstinément d'avoir accès à son dossier médical malgré les entraves de l'hôpital qui le lui a refusé jusqu'à ce jour, et qu'il exige également que des proches hors de la famille puissent discuter de sa situation avec la médecin, le vase des autorités déborde.

C'est ainsi que le 8 juin 2022, Madame Elisabeth Batit, médecin du CHRU de Besançon en charge de la situation de Boris, forte du Pouvoir que lui confère sa fonction, qu'elle entend bien imposer coûte que coûte, a décidé de faire un pas supplémentaire dans son entreprise de démolition du compagnon en tant qu'individu. À son insu, et dans un courrier signé conjointement avec l'assistante sociale de l'hosto, elle a en effet procédé à *un signalement* auprès du Parquet de Besançon (celui-là même qui avait été en charge de l'enquête préliminaire sur les antennes...) pour lancer une procédure de « *mise sous protection juridique* », prétendument pour le « protéger » contre ses propres décisions. Quoi de mieux alors pour le procureur zélé que d'ordonner, le jour même, l'envoi d'un expert-psychiatre pour décréter qu'en plus de sa paralysie, notre compagnon serait désormais « *incapable de pourvoir seul à ses intérêts* ». Le 14 juin, le bourreau des esprits qui répond au nom de Thomas Carbonnel, et n'est autre que le vice-directeur de l'hôpital psychiatrique du coin, dûment choisi par le procureur sur sa petite liste officielle, est ainsi passé à l'improviste dans la chambre d'hôpital de Boris pour recommander son placement « *sous curatelle renforcée* ». C'est une juge des enfants de Vesoul, déléguée depuis quelques semaines « *en qualité de juge des tutelles* » auprès du tribunal de Besançon, qui a émis dans la foulée une ordonnance provisoire d'urgence contre notre compagnon, intitulée « *sauvegarde de justice* ». Une mesure qu'elle pourra aggraver par une mise sous curatelle ou tutelle pour plusieurs années, lors de l'audience en contradictoire qui devrait avoir lieu dans un délai d'un an. Depuis l'obscurité moisie de son bureau, sans prévenir quiconque, pas même la personne concernée, la juge Marie-Lee Avena a donc décrété le 8 juillet que Boris pouvait « *s'engager dans des actes excessifs* » et a nommé un *Mandataire judiciaire à la protection des majeurs* (MJPM) qui prend la main sur l'ensemble de son courrier, ses comptes et futures ressources (comme l'allocation adulte handicapé) : l'UDAF 25, soit l'*Union départementale des associations familiales* du Doubs.

Créée par une loi vichyste sur les familles réformée en 1945, l'UDAF regroupe des dizaines d'associations religieuses ou laïques qui défendent fièrement un des piliers du patriarcat auprès des pouvoirs publics : la famille. Elle est un organisme majeur sur lequel l'Etat s'appuie pour broyer l'autonomie du million de personnes placées sous

tutelle ou curatelle, y compris de 1968 à 2007 pour cause de... « *prodigalité, intempérance ou oisiveté* ».

À l'UDAF 25, en plus de sa centaine de salariés, on peut naturellement trouver des personnes toujours plus avides de pouvoir, comme sa nouvelle Présidente Karima Rochdi, ancienne adjointe au maire LREM de Besançon devenue cheffe de file de l'opposition macroniste au conseil municipal actuel. Celle qui entend à présent régir d'une main de fer les démarches administratives du compagnon pour sortir de l'hôpital, est la même qui n'avait par exemple pas cessé de vociférer contre la ZAD des Vaîtes à Besançon, dénonçant sans relâche les opposants à la bétonisation de ces vieux jardins ouvriers comme un ramassis « *d'écologistes extrémistes* ». Quant au nouveau directeur général de l'UDAF 25, Thierry Pillot, plus particulièrement chargé du service « *des mesures de protection judiciaire des majeurs* » qui concerne justement notre compagnon, il a effectué une bonne partie de sa carrière comme directeur au sein du plus gros exploitateur de personnes handicapées du Doubs (l'ADAPEI, devenue la *Fondation Pluriel*), dont le conseil d'administration compte par exemple... le médecin-chef du service où se trouve encore Boris, un représentant du ministère de l'Intérieur, mais aussi l'ancienne directrice des services pénitentiaires (SPIP) du Doubs et du Jura.

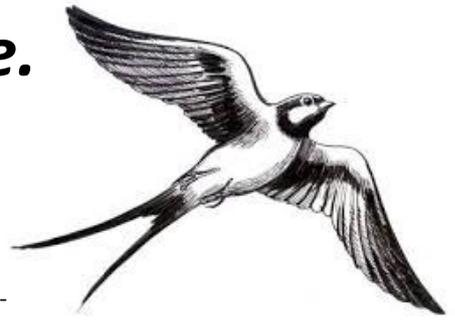
L'exploitation et la mise au pas des personnes considérées comme « fragiles » ou « anormales » est un business subventionné et un rouage bien ancré, que font tourner toute une clique de détenteurs d'autorité et de bonnes intentions paternalistes.

Boris porte des idées anarchistes combattant toute forme de pouvoir depuis des années, et il le paye une fois de plus au prix fort. Pour la démocratie, toujours plus vendue comme le seul horizon possible sous le paradigme de la liberté technologique, pathologiser des comportements dits « hors-normes » ou trop contestataires est une manière de tenter de les neutraliser pour imposer son hégémonie. Que ce soit par la répression la plus brutale, ou par la tentative de mise sous tutelle forcée de celles et ceux qui ne se résignent pas à leur sort. Et pourquoi s'en priverait-elle d'ailleurs, contre un anarchiste ou quiconque sort des clous, tant que ses larbins ne recevront pas en retour un peu de la monnaie de leur pièce pour toute la misère qu'ils sèment au quotidien ?

C'est aussi contre la dépossession à l'œuvre de toutes et tous qu'il s'agit de lutter, Solidarité active avec Boris, de la manière que chacun chacune trouvera la plus adéquate...

- *Des anarchistes solidaires et complices de Boris*
28 juillet 2022

Lettre d'Ivan depuis sa cellule.



« 15 VI 2022,

JE M'APPELLE IVAN, je suis anarchiste.

J'ai été arrêté par la SDAT (Sous-Direction Anti-Terroriste de la Direction centrale de la police judiciaire).

Samedi 11 juin, vers 3h30, pas loin de chez moi, alors que je rentrais.

Je suis inculpé de six incendies de véhicules qui ont eu lieu à Paris et Montreuil entre janvier et juin, souvent revendiqués en solidarité avec des prisonniers.e.s anarchistes (la dernière, la voiture d'une ambassade a été incendiée le soir de mon interpellation, dans le 17^e.

Pendant des mois, les flics ont mis en place des filatures, des écoutes téléphoniques, ils ont installé une caméra dans l'entrée de mon immeuble, ils ont intercepté mon courrier (notamment les lettres des compas en prison) et regardé mon compte en banque.

Une autre personne (on se connaît seulement de vue mais il a toute mon estime) a été suivie, écoutée, etc. , aussi mais pas mis en cause. Courage, mon vieux !

L'enquête de la SDAT a commencé en février 2022 sur ordre de la procureure Laure-Anne Boulanger, du parquet de Bobigny.

Ils ont aussi sortis des tiroirs une autre enquête, classée, qui avait été menée par d'autres flics, sur une cinquantaine d'incendies de véhicules, revendiqués par les anarchistes, à Paris et environs, entre juin 2017 et 2021. La SDAT a "réuni" les deux enquêtes, mais la juge d'instruction (Stéphanie Lahaye du tribunal de Bobigny) a retenu seulement les six dernières actions. Pour les autres, je suis "témoin assisté".

En plus de "**destruction par moyen dangereux**", il y a aussi les accusations de mise en danger de la vie d'autrui, le refus de la signalétique (photos, ADN, empreintes, ils ne me les ont pas prises de force, malgré les menaces), le refus de donner les clés de chiffrement de mes ordinateurs et les mots de passe des téléphones.

En ce moment, je suis en détention préventive à la Maison d'Arrêt de Villepinte. Je suis en forme, je vais bien même si mes proches me manquent beaucoup.

Normal, c'est la taule, et il faut la mettre en compte, quand on est ennemi de cette société.

Le retour de promenade est le moment le plus dur, ici. C'est quand la porte se ferme jusqu'au lendemain. Mais je me tourne vers la fenêtre et regarde dehors. Là-bas, quelque part, des compas continuent à se battre. Rien n'est fini.

Dès que j'aurai d'autres informations sur cette affaire, j'en écrirai plus (je n'ai pas beaucoup d'autres choses à faire !).

Mes pensées vont aux anarchistes en prison, partout dans le monde : à Damien (en taule à Draguignan), à Alfredo, à Anna, à Juan, à Toby, à Giannis Michailidis en grève de la faim... et à vous tou.te.s, là dehors !

LA SOLIDARITÉ C'EST L'ATTAQUE !

VIVE L'ANARCHIE ! »

IVAN

Ivan a laissé son nom et n° d'écrou pour qu'on puisse lui écrire en solidarité: Ivan Alocco, n°46355 MA de Villepinte, Avenue Vauban, 93420 Villepinte

Solidarité avec Boris et Ivan :

10 AOÛT, ATHÈNES : une voiture de service COSMOTE, filiale de la multinationale de la surveillance OTE, est incendiée contre le déploiement de la 5G, le développement de la société de contrôle technologique, et en solidarité avec le prisonnier anarchiste grec Michailidis et Ivan.

30 AOÛT, POITIERS : la façade de l'Union Départementale des Associations Familiales est recouverte de peinture et de tags en solidarité avec Boris.

31 AOÛT, CAEN : des banderoles fleurissent sur un pont entre Caen et Ouistreham « Liberté pour Vincenzo, Boris, Ivan et tous-tes les autres ». Vincenzo Vecchi est sur le coup d'un mandat d'extradition vers l'Italie.

6 SEPTEMBRE, TOULOUSE : une borne de recharge pour voiture électrique est incendiée en solidarité avec Boris et en opposition au nucléaire. « *Que les marchés s'assèchent plutôt que les rivières, que chantent les oiseaux et que les experts de la gouvernance se taisent enfin.* »

12 SEPTEMBRE, CAEN : des tags sont inscrits sur le bâtiment de l'Union Départementale des Associations Familiales en solidarité avec Boris et contre le contrôle de nos existences.

13 SEPTEMBRE, TOULOUSE : une camionnette de la SCOPELEC, industriel des télécommunications et du numérique, est incendié en solidarité avec Boris.

21 SEPTEMBRE, BARCELONE : une antenne 5G est incendiée en solidarité avec Ivan, Boris et Toby Shone, prisonnier anarchiste de la prison de Bristol.

Turin (Italie) : déclarations d'Alfredo Cospito et d'Anna Beniamino à l'audience du 5 décembre.

Le 5 décembre devant la cour d'appel des assises de Turin, se tenait une nouvelle audience contre Alfredo Cospito et Anna Beniamino, dans le cadre du procès Scripta Manent. Celle-ci devait en effet recalculer la peine définitive des deux compagnons, après que la Cour de cassation ait décidé en juillet dernier de requalifier l'attaque avec double charge explosive décalée contre l'école de formation des carabinieri de Fossano (2006), pour laquelle ils ont été condamnés, de « massacre contre la sécurité publique » en « massacre contre la sécurité de l'Etat ».

Lors de cette audience, le procureur a cette fois réclamé la perpétuité plus le régime d'isolement diurne pendant un an contre Alfredo, et 27 ans et un mois de prison contre Anna, mais la cour d'appel des assises de Turin a décidé de ne pas se prononcer. Elle a suspendu le recalcul des peines à une question posée à la Cour constitutionnelle, afin de savoir si l'attaque de Fossano pouvait bénéficier ou pas de la circonstance atténuante de « faible intensité » (vu que dans ce « massacre » il n'y a eu ni mort ni blessé, mais sachant que le proc refuse de son côté de faire la différence entre « tentative de » et « effectivité du »). L'acceptation de ce point ferait alors possiblement baisser la peine prévue pour Alfredo dans le code, de la perpétuité incompressible à 24 ans de prison. La lecture des attendus de ce renvoi devant la Cour constitutionnelle a été renvoyée à une nouvelle audience fixée au 19 décembre prochain.

Alfredo Cospito et Anna Beniamino ont chacun lu une déclaration devant la Cour d'appel des assises de Turin lors de cette audience du 5 décembre (en visioconférence depuis les taules de Sassari et Rome), dont on trouvera ci-dessous pour infos la traduction. [texte d'introduction et traductions tirée du site anarchiste Sans nom]



Solidarité (non exhaustive)
avec Alfredo et Anna :

25 OCTOBRE, TERNI : Juan incarcéré dans la prison de la ville (Italie) commence une grève de la faim en solidarité avec Alfredo.

27 OCTOBRE, VILLEPINTE : Ivan se solidarise avec Alfredo et Juan et rejoint leur grève de la faim.

NOVEMBRE 2022, MADRID : Les vitres d'un local d'Endesa qui appartient à l'entreprise énergétique italienne Enel volent en éclat.

1er novembre, Berlin : Une camionnette de Ga-tec, entreprise d'ingénierie des bâtiments qui appartient au groupe Sodexo qui participe à la gestion des prisons est brûlée.

DÉCLARATION D'ALFREDO COSPITO

LUE DEVANT LA COUR D'APPEL DES ASSISES DE TURIN.

« JE NE LIRAI QUE QUELQUES LIGNES. Avant de disparaître définitivement dans l'oubli du régime 41 bis, permettez-moi de dire peu de choses, puis je me tairai à jamais. La magistrature de la République italienne a décidé que, étant trop subversif, je ne pouvais plus avoir la possibilité de revoir les étoiles, la liberté. Elle m'a enterré définitivement dans une perpétuité incompressible, que je ne doute pas que vous me donniez, avec l'accusation absurde d'avoir commis un « massacre politique » pour deux attentats démonstratifs en pleine nuit, dans des lieux déserts, qui ne devaient et ne pouvaient blesser ou tuer personne, et qui de fait n'ont blessé ni tué personne. Et non contents de cela, en plus de la perpétuité incompressible, vu que je continuais depuis la prison à écrire et à collaborer à la presse anarchiste, il a été décidé de me fermer la bouche pour toujours avec la muselière médiévale du 41bis, en me condamnant à des limbes sans fin en attente de la mort.

Je ne l'accepterai pas et je ne me rendrai pas ; je continuerai ma grève de la faim pour l'abolition du 41bis et de la perpétuité incompressible jusqu'à mon dernier souffle, afin de faire connaître au monde ces deux abominations répressives de ce pays. Nous sommes 750 dans ce régime et c'est aussi pour cela que je me bats. Avec à mes côtés mes frères et sœurs anarchistes et révolutionnaires. Je suis habitué à la censure et aux écrans de fumée des médias, dont le seul but est de monstrifier tout opposant radical et révolutionnaire.

Abolition du régime 41 bis.

Abolition de la perpétuité incompressible.

Solidarité avec tous les prisonniers anarchistes, communistes et révolutionnaires du monde entier.

Toujours pour l'anarchie. »

ALFREDO COSPITO,
5 décembre 2022

Déclaration d'Anna Beniamino devant la Cour d'appel des assises de Turin.

« Ce procès est un procès politique, qui vise depuis le début à administrer une punition exemplaire, un procès de nos identités d'anarchistes plutôt que des faits, un procès de ceux qui n'abjurent pas leurs idées.

Un massacre sans massacre attribué sans preuve est le sommet d'un effort croissant des services anti-terroristes et du Parquet pour exorciser le spectre de l'anarchisme d'action.

C'est dans le même but que se place l'imposition du régime 41 bis à Alfredo Cospito, coupable d'entretenir des rapports avec le mouvement anarchiste depuis la prison. La grève de la faim jusqu'à la mort que le compagnon est en train de mener depuis le 20 octobre est le dernier recours contre l'isolement et la privation sensorielle, physique, psychique, contre un bâillon politique. Un bâillon qui l'a même empêché de lire les raisons de la grève elle-même.

Le 41 bis est le degré extrême de l'acharnement des régimes différenciés : des prisons où l'isolement continu et la surpopulation des sections ordinaires sont les deux faces d'un système visant à anéantir l'individu. Des prisons où des massacres, les vrais, se sont passés et se passent encore : dans la répression des révoltes de 2020, dans la succession de suicides, dans le traitement des prisonniers les plus pauvres et les plus fragiles comme un « matériau résiduel » de la société techno-capitaliste dominante.

Si quelque chose arrive à Alfredo Cospito, n'importe quel individu doté d'un esprit critique comprendra qui sont les commanditaires et les exécutants de son anéantissement physique, après avoir échoué à effectuer celui politique et de son idéal. Je suis consciente d'être l'otage d'un système qui cache son effondrement politique, économique, social et environnemental derrière le fétiche de la « sécurité » et du « terrorisme ».

Il est nécessaire de s'y opposer. Vous pouvez détruire la vie des personnes, vous ne réussirez pas à éteindre la pensée et les pratiques anti-autoritaires. Vous ne réussirez pas à briser la tension révolutionnaire, vous ne réussirez pas à éteindre l'anarchie.

Je salue Alfredo et tous les compagnons. »

ANNA BENIAMINO,
5 décembre 2022.

ALFREDO COSIPITO : « SI MON ÉTAT EMPIRE, JE REFUSE D'ÊTRE GAVÉ »

Début février, Alfredo Cospito, en grève de la faim depuis plus de 100 jours contre le régime carcéral du 41 bis, a envoyé une lettre à la direction de l'administration pénitentiaire où il a signifié son refus d'être alimenté de force.

Il s'est également soustrait à toute analyse psychologique menée par cette même administration, pour que son combat ne soit pas psychiatrisé et qu'au nom du soin on ne le laisse pas mener jusqu'au bout sa lutte.

Pour le moment, la justice italienne refuse de revenir sur sa décision et Alfredo est maintenu pour le moment à la clinique de la Prison de l'Opéra à Milan. La presse, quant à elle, tente de lancer une campagne de propagande diffamatoire visant à associer Alfredo à la mafia.

POUR PLUS D'INFORMATIONS EN FRANÇAIS :
<https://luttercontrole41bis.noblogs.org/>

3 NOVEMBRE, GRUCLIASCO : Une antenne relai 5G est incendiée.

6 NOVEMBRE, ROME : Des voies de chemins de fer de la ville sont sabotées.

DÉCEMBRE-JANVIER 2023 , ITALIE : A Rome, Rimini, Soronno, Trieste les vitres de banques, d'agences d'intérim, des distributeurs de billets sont attaqués à la masse.

17 JANVIER , MADRID : Un borne de rechargement de véhicules électriques est brûlée.

21 JANVIER , BERLIN : Une autre borne est incendiée dans le quartier de Kreuzberg.

27 JANVIER, BARCELONE-BERLIN : Les représentations diplomatiques italiennes sont attaquées. À Barcelone, ce sont les vitres du Consulat général qui ont été brisées ; à Berlin, c'est une voiture diplomatique italienne qui est incendiée.

29 JANVIER, ROME : Des manifestant-e-s affrontent les forces de l'ordre. Plus de 40 personnes sont identifiés et poursuivis. Des manifestant-e-s sont également assiégés pendant plus de deux heures dans un garage.

FIN JANVIER, ITALIE : Une balle est envoyée au journal Tirreno avec cet avertissement : « *Si Alfredo Cospito meurt, les juges sont tous visés. Deux mois sans nourriture, feu aux prisons* »

4 FÉVRIER, ITALIE : Des rassemblements de soutien sont organisés dans plusieurs villes comme Milan, Rome, Pise, L'Aquila, Cagliari ou Cosenza. Des affrontements éclatent, des grilles de prison et des flics sont attaqués.

Vent de révolte en Iran.



LE 16 SEPTEMBRE, l'annonce officielle de la mort de Masha Amini a été l'élément déclencheur d'une vague de colère sur le territoire dominé par l'Etat iranien. Âgée de 22 ans, celle qui portait aussi le prénom de Jana (signifiant « vie » en kurde) avait été arrêtée le 13 septembre à Téhéran par la police des mœurs pour avoir enfreint le code vestimentaire strict imposé aux personnes assignées femmes, en l'occurrence pour une mèche de cheveux dépassant du hidjab obligatoire. Selon différents témoignages, elle est morte des suites de coups répétés, d'abord dans le fourgon de police où elle protestait contre son arrestation en compagnie d'autres femmes embarquées, puis au commissariat.

Les tenants du régime en place ont usé des stratagèmes habituels pour éviter de donner prise à l'hostilité. Il a d'abord été question d'un « accident » prétendument dû à des problèmes de santé antérieurs, tandis que la fracture du crâne et l'œdème cérébral constatés sur Mahsa/Jana ne laissent aucun doute sur les causes de son décès et que la violence systémique des sbires des puissants n'est plus à démontrer, nulle part. Et le 19 septembre, les médias iraniens ont annoncé la destitution du commandant de la police des mœurs de Téhéran, fait rare en Iran comme ailleurs.

Mais cela n'a pas suffi à calmer la colère accumulée depuis longtemps, sur fond de répression morale et policière et de misère quotidienne. Depuis 2017, des mouvements contre la vie chère secouent régulièrement le pays.

Le jour même, les protestations spontanées devant l'hôpital de Kasra où Mahsa/Jana avait finalement été amenée en état de mort cérébrale, ont été rapidement dispersées par la police.

Mais d'autres étincelles ont surgi à Saghez, sa ville natale au Kurdistan iranien et le vent de révolte a soufflé sur 29 des 31 provinces iraniennes, embrasant différentes grandes villes comme Téhéran, Tabriz, Ispahan, Ahvaz, Racht, mais aussi Qom et Mashhad, bastions idéologiques du régime. La circulation a été bloquée par des manifestations pleines de détermination, de nombreuses manifestantes ont enlevé le voile islamique, le brûlant parfois dans des barricades enflammées et l'utilisant comme torche (les flammes ont parfois touché les banques comme à Shirvan), et des slogans tels que « *Les mollahs doivent se barrer* » ont aussi montré que la vindicte allait bien au-delà de la seule police de la moralité pour viser l'ensemble de la République islamiste dont le hidjab est un des piliers fondateurs. Le rejet en acte des normes idéologiques en vigueur s'est aussi élargi à une remise en cause du Pouvoir en place et des inégalités sociales qu'il ne manque pas de produire.

Face à l'extension de la révolte, la répression est elle aussi en s'accroissant : en un mois de troubles, il y aurait eu plus de 12500 arrestations et 244 manifestants dont 32 enfants, tués par des tirs à balles réelles. Dans des villes comme Saghez et Sanandaj au Kurdistan déjà ostracisé, le régime a aussi déployé des chars et des véhicules militaires lourds. Cette volonté d'écrasement

n'est pas restée sans réponse de la part des manifestant-e-s qui ont riposté avec des affrontements contre les flics, des véhicules retournés et incendiés, des commissariats incendiés, des caméras de surveillance démontées. Dans certains endroits il y a eu des ripostes les armes à la main, et il y aurait déjà eu une trentaine de décès chez les forces de l'ordre, dont 7 bassidjis.

Parallèlement à une grosse agitation dans les facs, avec la rentrée des classes le 2 octobre, le mouvement de contestation a aussi gangé les lycées du pays. On a pu voir des lycéens, des jeunes filles au premier rang, battre résolument le pavé aux cris de « *Mort au dictateur !* » ou « *Femme! Vie ! Liberté !* ». Ce dernier slogan issu du Kurdistan s'est ensuite diffusé dans tout le pays, traduit dans les différentes langues locales (persan, turc, arabe...).

Le 3 octobre, dans une ville proche de Téhéran, un responsable du ministère de l'Éducation venu dans un lycée donné un discours sur l'importance du voile islamique s'est vu rétorquer « Honte à vous ! » par un groupe de jeunes filles qui lui ont ensuite jeté des projectiles avant de la chasser de l'école. Une scène similaire a eu lieu le 4 octobre dans un autre établissement dans le centre du pays : un représentant des forces du Basij, une branche paramilitaire des Gardiens de la Révolution Islamique, cherchant à s'entretenir avec un groupe de lycéennes les a vu brandir leurs voiles en lui criant d'aller voir ailleurs.

Dans une école de la province de Razavi Khorasan, des lycéens ont piétiné des portraits de l'ayatollah actuel, Ali Khamenei. D'autres ont mis en morceaux des photos du guide suprême ou ont fait un doigt d'honneur à ses portraits accrochés aux murs de leur classe. D'autres encore ont scandé « Mort au dictateur » dans la cour du lycée.

Suite à la forte répression visant à écraser cet élan de révolte juvénile (par exemple Asra Panahi est morte le 13 octobre, après que « des policiers en civil ont attaqué » son école, le Shahed High School, à Ardabil, une ville du nord-ouest de l'Iran et les coups ont plongé un autre élève dans le coma), les enseignants iraniens ont appelé à une grève de deux jours.

Un mois après le début de la révolte, des manifestations se poursuivaient dans plus d'une centaine de villes où les portraits des ayatollahs et des dignitaires du régime étaient brûlés accompagnés de slogans contre la corruption, la pauvreté et la tyrannie. Le 2 octobre, les manifestations ont tourné à l'émeute à Zahedan. En septembre, cette capitale de la province pauvre et majoritairement sunnite du Sistan-Baloutchistan avait déjà

connu un « vendredi sanglant », au cours duquel les forces de sécurité avaient tué au moins 93 personnes qui protestaient contre le viol d'une adolescente par un commandant de police. Cette fois, des magasins ont été vandalisés, des banques ont vu leurs vitrines fracassées et des guichets automatiques ont aussi été endommagés. Les forces de l'ordre sont intervenues avec des gaz lacrymogènes, mais aussi avec des munitions réelles, faisant plus de 200 morts.

Dans la nuit du 16 au 17 octobre, un incendie s'est déclaré dans la prison d'Evin de sinistre réputation pour les tortures, les viols et les liquidations qui y sont perpétrés depuis des décennies, et où ont été envoyées des centaines de personnes arrêtées pendant les événements de ces dernières semaines. En n'ayant que la propagande officielle, il est compliqué de savoir ce qui s'y est passé, mais les autorités parlent d'affrontements entre détenus puis contre les matons. Des émeutes auraient également éclaté dans d'autres villes comme celle de Lakan à Racht.

Le 26 octobre, au 40ème jour de la mort de Mahsa/Jana Amini, aux cris de « *Azadi, Azadi, Azadi* », (liberté en kurde), des milliers de personnes ont fait des kilomètres à pied en contournant les routes bloquées par les forces de répression pour se rendre au cimetière de Saghez et assister à la cérémonie de fin du deuil. Des manifestations étudiantes ont repris comme par exemple à Racht ou à Téhéran, où des médecins et des dentistes se sont aussi retrouvés à crier à quelques pas du bâtiment officiel de l'organisation nationale du système médical : « Balles, chars, pétards, que les Mollah aillent se faire voir ! »

Par ailleurs la contestation continue à trouver diverses manières de s'exprimer de manière collective, par des grèves ponctuelles (y compris de certaines unités de production dans les industries pétrolières depuis le 10 octobre), des blocages de rues, des manifestations éclairs, des déambulations têtes nues et des slogans scandés contre le régime dans différents endroits comme dans le métro de Téhéran, des galeires commerciales, des cités universitaires, mais aussi de manière individuelle comme une jeune fille dévoilée (mas masquée) se lançant dans une danse de la liberté en pleine rue dans la ville de Lahijan au nord de l'Iran, sous les applaudissements des passant-e-s. des tags hostiles au régime recouvrent aussi de nombreux murs et au petit matin du 14 octobre, la ville de Neyshapour dans la province de Khorassan s'est réveillée avec la statue de Khomeini décapitée.

Ce sont là bien-sûr que quelques bribes d'informations,

de scènes filmées ou de témoignages qui ne permettent évidemment pas de rendre compte de l'ensemble de ce qui se passe en Iran, de manière visible ou plus souterraine. Et même si des exilé-e-s iranien-e-s animé-e-s par leurs désirs de liberté ont à cœur depuis longtemps de partager leurs expériences, notamment autour de la révolution de 1979, la connaissance fort lacunaire de ce contexte rend extrêmement difficile à saisir à distance la complexité des dynamiques et leurs contradictions à l'intérieur même de ce soulèvement. Comme c'est généralement le cas, celui-ci est sans nul doute traversé par des aspirations très différentes. Le slogan « Mort aux oppresseurs qu'il s'agisse du shah ou du dirigeant » témoigne ainsi d'un refus de récupération de la part des monarchistes. D'ailleurs ce courant politique n'est pas le seul à vouloir tirer profit de la révolte en cours pour reprendre les rênes du pays et, en Iran comme ailleurs, beaucoup souhaitent aussi faire rentrer ce soulèvement dans le strict cadre des démocraties libérales (présentées comme seule alternative possible), en le limitant à des revendications pour des libertés formelles. Des anarchistes iranien-e-s s'opposant à la soif de pouvoir de toute sorte d'autoritaires disent pour leur part : « *Nous travaillons à réaliser le potentiel anticapitaliste de ce mouvement. Parce que la République Islamique est un culte de mort, le patriarcat, le racisme et le capitalisme sont ses piliers idéologiques. Pour que nous puissions vivre, nous devons être libres ; et cela ne peut se faire sans que la libération des femmes soit au premier plan* ».

Sans savoir précisément quelles formes d'auto-organisation sont en train de se développer sur place, ni quelles questions sur l'approfondissement de la révolte se posent des insurgé-e-s dont nous pouvons nous sentir proches à différents égards, malgré la distance géographique et les grandes différences de conditions, ce qui se passe en ce moment en Iran n'en provoque pas moins de nombreux échos dans d'autres endroits.

Ça n'est en effet pas rien qu'un mouvement de révolte ait pour point de départ le refus en acte d'une forme d'oppression sexiste et sexuelle, alors que la dimension (anti)patriarcale s'est si souvent retrouvée reléguée au second plan dans tant de soulèvements et de processus révolutionnaires. Malgré leur volonté farouche de poser ces questions guère consensuelles sur la table, avec la mise en jeu qui en découle, les femmes et les réfractaires au genre se sont généralement vus renvoyé-e-s aux rôles qui leur étaient traditionnellement assignés, au prétexte d'intérêts « supérieurs ». Certain-e-s insurgé-e-s d'aujourd'hui font d'ailleurs clairement le pont avec les manifestations féministes contre l'imposition du voile (accompagnée de lois contre la contraception

et l'avortement, sur le divorce, etc.) en mars 1979, notamment en reprenant le slogan scandé alors : « *Nous n'avons pas fait la révolution pour revenir en arrière* » et en retournant celui que leur lançaient les réactionnaires de tout poil « *le foulard ou la raclée* » en « *Ni foulard, ni raclée !* » Ça n'est pas rien non plus que le refus de se soumettre aux obligations et aux limitations, au contrôle sur les corps et sur les esprits qu'impliquent ce statut de subalterne et ces rapports de possession, amène à une remise en cause plus générale de l'ordre établi. Et que soient ouvertes des possibilités d'articuler les combats contre différentes oppressions (morales, religieuses, étatiques, capitalistes) dans la lutte pour la liberté.

Il y a aussi en tant que tel ce défi lancé à l'autorité, le pouvoir en place n'hésitant en l'occurrence pas à montrer sa face la plus brutale. Un élan d'émancipation plein de vitalité capable d'enjamber la peur, de la transformer en moteur pour résister. Même si l'issue du combat est incertaine (les enjeux géopolitiques et stratégiques sont de taille dans cette région du monde), ce souffle qui perdure malgré une répression sanglante peut résonner profondément chez celles et ceux qui cherchent à faire face au systèmes de domination qui s'entrecroisent et se soutiennent pour mieux nous mettre sous leur botte.

• Anonyme,
Anarchie ! n°30, novembre 2022.



MORT AUX DICTATEURS ET A LA POLICE DES MŒURS !

DEPUIS LA MORT DE MAHSA AMINI, les femmes en Iran brûlent leurs voiles, dévoilant au monde entier le beau spectacle d'individus révoltés. Arrêtée pour un de ces prétextes arbitraires dont la Gasht-e-Ershad (police des mœurs chargée d'appliquer entre autres les règles de tutelle religieuse des femmes) est coutumière, la jeune femme a subi des mauvais traitements qui l'ont tuée. Il ne s'agit pas d'une simple affaire de « bavure policière ». Des manifestations ont lieu à Saqqez, à Sanandaj, mais aussi à Téhéran, et dans une quarantaine d'autres villes depuis cinq nuits de suite. Partout on entend *“Mort à la République islamique !”, “Mort au dictateur !”*. Sa mort intervient dans un contexte de répression générale qui pèse sur tout l'Iran. Elle est la goutte d'eau qui fait déborder la colère sociale s'étant exprimée toutes ces dernières années.

Plusieurs mouvements de contestations ont eu lieu depuis la réélection (truquée) d'Ahmadinejad en 2009. Mais c'est avec l'élection (truquée là encore) de Rohani et les mesures d'austérité qui l'ont accompagnée en 2017 que les mouvements de révoltes ont pris un tour violent, malgré une tentative de la part de l'opposition officielle d'en prendre le contrôle. Ce sont des jeunes ouvriers et des chômeurs, ce sont des jeunes femmes luttant pour leur liberté qui se soulèvent non simplement contre les mesures du gouvernement, mais contre le régime théocratique et dictatorial lui-même.

Deux ans plus tard, en 2019, les actions des révoltés ont pris l'allure d'une lutte armée et en armes, avec des incendies de banque par tout le pays, des sabotages de raffineries dans des contextes de grève sauvage et fait inédit – l'attaque de bases bassidjis (branche paramilitaire des « Gardiens de la Révolution islamique » (sic) placée directement sous l'autorité de l'ayatollah Khamenei). La répression a été féroce : 7000 arrestations d'individus dont on arrache des aveux sur leurs actions, 234 personnes tuées en tout, 3 500 blessés, 7000 personnes avaient été arrêtées. Le régime des Mollahs a envoyé sa police tirer sur les manifestants. Une fille âgée de dix ans a reçu une balle dans la tête à Bukan. Et le gouvernement a coupé Internet et instauré une censure vis-à-vis des médias extérieurs pour qu'on ne sache rien de tout ça...



C'est fort de toute cette colère, fortifiée d'ailleurs par les pénuries d'eau durant les étés (imputées à tort au réchauffement climatique par le gouvernement, alors qu'elle est le fait d'une « mafia de l'eau » composée de grands propriétaires qui la détourne massivement pour leur propre profit) et les pénuries alimentaires dans les diverses provinces, – c'est fort aussi de toute l'expérience de la répression que ce mouvement quinquennal de révoltes devient insurrectionnel aujourd'hui et laisse la police et l'armée momentanément désorganisée. Pour combien de temps ? D'autre part, si le mouvement est sans leader pour l'instant, la possibilité que des organisations en prennent le contrôle pour les plier à leur propre agenda politique n'est pas exclue.

Quelles sont les forces qui risquent de récupérer le mouvement ? Comment les endiguer ? Certaines organisations politiques nationalistes qui ont été écartées de la Révolution islamique de 1979 repointent le bout de leur nez, tel la CNRI/OMPI (Conseil National de Résistance iranienne composée pour l'essentiel des militaires sectaires de l'Organisation des Moudjahidines du Peuple Iranien). D'autres organisations, plus récentes, luttent en régionalistes face à l'« occupant » iranien. Le KDPI (Parti démocrate kurde en Iran) et le Komala (parti social-démocrate) récemment alliés et en concurrence avec le PKK pour le projet d'une révolution dans la région qui aboutirait à un État fédéral et multi-confessionnel appellent à la lutte contre les forces de l'ordre iraniennes par tous les moyens.

En somme, c'est la tentation d'une révolution encore nationaliste qui pèse sur l'Iran, révolution qui se fera au détriment des révoltés de là-bas comme d'ailleurs – révoltés

qui savent que la répression qu'ils subissent déjà et subiront inévitablement dans un tel contexte a peu à voir avec leur appartenance ethnique ou religieuse, tout comme les raisons qui les ont précipité sur les barricades à visage et chevelure découverts, la rage au ventre.

Quelles perspectives révolutionnaires pourraient se dessiner au sein de ces insurrections ?

Comment faire en sorte que ces incendies, ces actes de sabotage et de tabassage de flic trouvent un écho dans les autres pays, comme par exemple chez les libanais qui braquent les banques pour survivre ou les étudiants grecs qui manifestent pour que les condés n'aient pas place dans leur fac ? Comment faire en sorte que ce qui se passe en Iran ait un écho en France ? Ici, ça représente d'autant plus une gageure qu'on assiste à d'étranges atermoiements de la part de militants qui, par anti-impérialisme, s'abstiennent de dire quoi que ce soit sur la situation en Iran. Un silence assourdissant sur les mouvements de révoltes, rompu çà et là par de vagues allusions à l'insidieuse influence occidentale que subit le régime des mollahs et qui justifierait une certaine réserve... Bref, on rejoue la partition manichéiste et proto-complotiste d'un choix entre deux camps (grosso-modo Israël ou les USA vs l'Iran) en fermant délibérément les yeux sur un mouvement dont la spontanéité ne fait aucun doute.

Comment se solidariser avec ces femmes et ces hommes

qui ont décidé de lutter contre leur quotidien et contre les pouvoirs en place sans tomber dans les pièges du manichéisme et du démocratismes ?

Car ici aussi, nous devons nous méfier de toute forme de récupération politicienne, qui ne voit dans ces soulèvements qu'une occasion de plus de sortir leur soupe stérile des fameux « débats sur voile » (qui ont lieu à gauche chez les meilleures féministes réformistes comme à droite chez les conservateurs réactionnaires).

Il est plus que nécessaire de réaffirmer et consolider une solidarité internationale et d'être à la hauteur de celles et ceux qui luttent en mettant leur vie et leur liberté en péril.

Vite ! Rencontrons-nous pour que ce mouvement en Iran ne soit ni isolé, ni asphyxié par les pouvoirs !

Afin qu'on ne puisse plus interposer entre les révoltés de tous les pays les voiles identitaires qui nous maintiennent dans l'ignorance de notre force collective et de la perspective internationaliste qui peut la rendre concrète,

SOLIDARITÉ TOTALE AVEC LES INSURGES ET MORT A LA THEOCRATIE IRANIENNE !

Anonyme,
Mauvais sang n°4, Octobre 2022.





IL N'Y A PAS QUE LA NOUVELLE PISCINE QUI DÉBORDE : POUR EN FINIR AVEC LE NUCLÉAIRE ET SON MONDE.

DEPUIS DES DÉCENNIES, l'industrie nucléaire, lorsqu'elle n'arrive plus à s'en débarrasser discrètement, accumule les déchets radioactifs. EDF, à court de sites pour stocker les combustibles usés produits dans ses centrales, décide en 2019 de construire une nouvelle piscine d'entreposage. Le site de Belleville-sur-Loire est d'abord visé mais, face à un début de fronde locale, les nucléaristes se replient sur une terre qu'ils jugent davantage conquise : le Cotentin. Ce sont quelques 130 cœurs de réacteurs usés qui seraient ainsi stockés par l'électricien sur le site de retraitement des combustibles nucléaires de La Hague géré par son complice historique ORANO.



LE COTENTIN EST L'UN DES PAYS LES PLUS NUCLÉARISÉS AU MONDE. Le nucléaire y a depuis les années 60 façonné les paysages puis les esprits. Ce fût tout d'abord l'arsenal de Cherbourg pour fabriquer les sous-marins atomiques, puis l'usine de la Hague, dans un premier temps pour extraire le plutonium nécessaire à la construction de la bombe. A l'époque, le pouvoir gaulliste, ne tient pas au courant les habitants et habitantes de La Hague de ce qu'il compte bâtir sur la lande ; il parle tantôt d'usine de casseroles ou d'électroménager. Puis vient le temps où il faut rentabiliser la recherche atomique : l'usine se recycle dans le retraitement des combustibles

usés et cherche à valoriser ce qui peut l'être. La Hague accueillera dès lors les déchets nucléaires de nombreux pays à travers le monde ; les travailleurs de l'usine, qui sont appelés à changer de statut, se mobilisent contre la dégradation de leurs conditions de travail. C'est la grande grève de 78. A la même époque, lorsque le pouvoir lance le programme civil, c'est au tour de Flamanville d'accueillir une centrale nucléaire, tandis qu'à Digulleville au nord de l'usine de La Hague les nucléaristes commencent à entreposer leur grand héritage : l'ANDRA entasse pour l'éternité ou presque une partie des déchets produits par l'industrie nucléaire sous de charmants tumulus d'herbe verte.



DÈS L'ORIGINE, LES PROMOTEURS DU DÉLIRE ATOMIQUE SE CONTREFOUTENT DES POPULATIONS LOCALES et méprisent les oppositions. Ces dernières seront pourtant massives et tenaces, des occupations de site, aux manifestations offensives, en passant par les blocages de convois, les sabotages, mais sont matées à coup de flic et de fric. C'est le temps des occupations militaires pour protéger les sites de construction comme à Flamanville, des intimidations, des procès, mais également de la promesse d'un avenir radieux pour le pays. Une partie des habitant-e-s de Flamanville où une mine de fer a été

fermée y croit. Une fois, les rebelles mis au pas ou intégrés dans des dispositifs de cogestion politiques ou scientifiques, c'est au tour des tractopelles de finir d'éventrer les routes, d'excaver les falaises à la dynamite, de faire place nette. Les routes sont bitumées, les stades et les équipements sortent de terre. Il s'agit tout à la fois d'occuper les travailleurs du nucléaire que d'acheter le silence des riverains : une piscine contre un excès de leucémies infantiles ; un port de plaisance contre le silence complice des travailleurs ; un centre équestre contre quelques morts différées.



EN 2006, L'ÉTAT NUCLÉARISTE MISE ENCORE SUR LA PRESQU'ÎLE AU NUCLÉAIRE pour mettre en œuvre son dernier délire atomique, l'EPR. Ce sera un gouffre financier, une multitude de malfaçons, des morts sur le chantier, pour la promotion d'un nucléaire présenté comme plus sûr et pourtant dans les faits plus dangereux. En Chine, les autorités de sûreté nucléaires françaises et chinoises que l'on ne peut pas vraiment taxer d'alarmistes ont préféré mettre à l'arrêt leurs réacteurs EPR vendus par la France. Elle avaient constaté des fuites radioactives dans le circuit primaire de la centrale. Les crayons de combustibles d'uranium subiraient des altérations à cause des vibrations de la cuve de la centrale. Cette dernière présentée comme un gain de sûreté à l'origine du projet sera sans doute finalement écartée dans les EPR « low cost » promis par le gouvernement Macron.



AU QUOTIDIEN L'ATOME CHARRIE DES VICTIMES INVISIBLES : un excès de leucémies nié par des experts complices autour de La Hague et d'autres installations nucléaires, des intérimaires que l'industrie nucléaire utilise comme premières lignes dans les zones les plus chaudes des installations touchés dans leur chaire des années après leurs interventions, le silence complice et intéressé des organisations syndicales et des élus locaux. Les morts du nucléaire ce sont également souvent ceux et celles qui sont tués à travers les guerres que l'Etat français mène pour soutenir des régimes militaires « amis » à travers le monde autour des gisements d'uranium, sans oublier les irradiés invisibles de ce néo-colonialisme extractiviste de l'atome. Quant au géant ORANO, il deal toujours, même en pleine menace nucléaire, avec la Russie de Poutine et son régime auto-

ritaire et guerrier, pour externaliser une partie des opérations de retraitement et de valorisation de ses déchets. Les oppositions quant à elles ne sont plus invitées qu'à comptabiliser les morts, discuter des périmètres d'évacuation ; et il ne manque malheureusement pas d'écolocrates pour répondre à cet appel à jouer les cogestionnaires.



ET LORSQUE LE DÉSASTRE NUCLÉAIRE survient nous voilà condamner soit à la fuite comme à Tchernobyl, soit à la vie sous contrainte radiologique comme à Fukushima. Il faut dire qu'en plus de 30 ans la doctrine post-accidentelle a changé. L'accident n'est plus impossible, il est contingent à nos modes de vie. Est venu le temps de la résilience : en cas d'accident, nous devons vivre avec la radioactivité, au milieu des décombres dépister les zones chaudes, scruter nos moindres gestes, un dosimètre autour du cou. C'est déjà comme cela que les autorités japonaises « incitent » à coup d'arrêts des indemnisations les irradié-e-s de Fukushima à retourner vivre sur place. L'usine de La Hague, elle-même, a connu son lot d'accidents. La fabrique de l'oubli fonctionnant à plein, on peine aujourd'hui à croire qu'un incendie de silo radioactif en 1980 avait amené nos chers ingénieurs en bricolage nucléaire à gérer la pollution du parking du centre commercial du centre-ville de Cherbourg au jet, ou aller chercher en urgence des groupes électrogènes à Caen pour conjurer une panne de l'alimentation électrique.



QUANT AUX OPPOSITIONS SURGIES APRÈS FUKUSHIMA dont nous faisons parti, du blocage des castors de combustibles vers l'Allemagne de Valognes aux sabotages de ligne THT et à l'occupation du bois du Chefresne, elles ont affronté une nouvelle fois le véritable visage de l'Etat nucléariste : ses flics, ses armes dites non létales qui mutilent, ses expropriations, ses procès.



L'HISTOIRE DES LUTTES CONTRE LE NUCLÉAIRE, L'ÉTAT ET LE CAPITAL NOUS ONT PRÉVENU : On arrête pas ce délire nucléocratique en participant à des concertations. Si le collectif *Piscine nucléaire stop* en appelle à l'organisation d'un débat publique, nous pensons au

contraire qu'il n'y a rien à attendre des dispositifs de « démocratie technologique » qui sont systématiquement mis en place autour des projets nucléaires et industriels. Ils sont là pour maintenir l'illusion ; comme disait un vieil adage : la dictature c'est ferme ta gueule, la démocratie c'est cause toujours ! Ces dispositifs sont systématiquement viciés, confine le débat entre experts et contre-experts, alors que les décisions sont déjà actées. Ce fût le cas autour des CNDP de l'EPR ou du centre d'enfouissement de Bure, que nous avons pour notre part sciemment perturbées ou sabotées.



ON N'ARRÊTE PAS PLUS LE PROGRAMME NUCLÉAIRE OU SA RELANCE AVEC UN BULLETIN DE VOTE. Nous avons là aussi connu des précédents. En 1981, François Mitterrand promettait sur l'ensemble des sites nucléaires en construction de les stopper. Ce sera finalement, l'organisation d'un débat parlementaire, la mise en place de Commission Locale d'Information pour intégrer une partie de la contestation, et le maintien de la plupart des projets puis la relance du programme. Plus tard, les écologistes de gouvernement comme Dominique Voynet signeront les décrets d'application du laboratoire de Bure. Là encore, c'est aussi vieux que l'histoire de la Politique : Machiavel ne diagnostiquait-il pas déjà que les promesses n'engageaient que ceux et celles qui y

croient ? Mélenchon et la Nupes, les seuls opposant-e-s institutionnels ayant une chance d'accéder au pouvoir, n'en font d'ailleurs pas mystère : la coalition est loin d'être unanime sur le nucléaire et ne promet que l'organisation... d'un débat public.



CETTE PISCINE D'ENTREPOSAGE DE COMBUSTIBLES n'est qu'un infime maillon de la chaîne nucléaire. Et si c'est heureux que dans une presque île tellement sous l'emprise de l'industrie nucléaire et de l'Etat surgisse une opposition au projet, pour nous, ce n'est pas seulement cette piscine qu'il faut stopper mais l'industrie nucléaire qui produit les tonnes de déchets ou de combustibles qui finissent par s'y entreposer. **C'est surtout ce monde nucléarisé dont la piscine d'entreposage de combustible n'est qu'une verrue supplémentaire que nous voulons abattre.** Un monde absurde, qui mesure le bonheur à la taille des écrans plats, à la multiplication des antennes relais, un monde de réseau de marchandises et de données, qui maintient partout exploitation, domination et guerres. Un monde toujours plus dévoreur d'énergie, de terres rares et de minerais. Le nucléaire n'est qu'une manifestation particulièrement mortifère et concentrée de l'Etat et du capital lorsqu'ils se déploient.

CE N'EST PAS SEULEMENT LA PISCINE QU'IL FAUT STOPPER,

C'EST L'INDUSTRIE NUCLÉAIRE QU'IL FAUT ARRÊTER.

CONTRE LE NUCLÉAIRE ET SON MONDE.

- QUELQUES ANARCHISTES RÉFRACTAIRES AU MEILLEUR DES MONDES NUCLÉAIRES -
POUR CONTACTER LES AUTEURS DU TRACT : localapache@riseup.net



ABATTRE LES FRONTIÈRES.



Histoire et actualités de l'émancipation révolutionnaire au Soudan.

LE TEXTE « *Histoire et actualités de l'émancipation révolutionnaire au Soudan* » est un texte écrit par un compagnon de lutte, notamment contre les frontières.

Il a été distribué en décembre dernier à Ouistreham où un campement de fortune continue d'abriter dans des conditions difficiles des migrants qui rêvent de traverser la Manche.

L'idée qui a présidé à l'écriture du texte était de rendre compte de cette histoire qui concerne une partie des exilés soudanais qui peuplent, parmi d'autres, ce campement, et à partir de cette situation de créer des complicités à la fois contre les frontières et l'ensemble des régimes de domination et d'exploitation qui nous assujettissent.

Il ne s'agit pas pour Soleil Noir de développer un point de vue acritique sur la lutte « révolutionnaire » soudanaise, ni de partager l'ensemble des observations et propositions du compagnon, mais de relayer ce texte décrivant la situation sur place, pour mieux comprendre ce qu'ont traversé de nombreux-ses exilé-e-s et tordre le coup au passage à cette sempiternelle volonté de nombreux-ses soutiens de les maintenir confiné-e-s dans des figures de victimes.

LE SOUDAN est un pays d'Afrique de l'Ouest (en bas de l'Egypte et à gauche du Tchad). C'est un territoire colonisé depuis le début du XIX^{ème} siècle, dans un premier temps par les armées de l'Empire Ottoman puis par celles de l'Etat-nation égyptien alliées à celles de l'Empire britannique jusqu'à la déclaration de son indépendance en 1956. Au Soudan, les résistances à la domination coloniale ne constituent pas vraiment de sentiment national et de grandes différences culturelles persistent entre soudanais-e-s. A la suite de l'indépendance, des périodes de guerre civile et de coups d'Etat successifs (non sans résistances) persistent jusque 2011 et l'indépendance du Soudan du sud. Celle-ci fait des millions de mort-e-s et d'exilé-e-s. dans le jeu économique mondial, le Soudan est appuyé à partir de 1983 par une forte aide humanitaire des Etats-Unis, suit une forte famine en 1984 et en 1985, avant que le FMI (Fond Monétaire international) lui impose une augmentation des prix des produits de première nécessité.

Le mouvement révolutionnaire actuel commence suite à un plan d'austérité du FMI ap-

pliqué en 2018 par Omar El-Béchir (au pouvoir depuis presque une trentaine d'années à ce moment) avec de fortes inflations sur les produits de première nécessité. Des manifestations sont initiées par le Parti communiste soudanais et des mouvements étudiants mais le premier est rapidement neutralisé par l'arrestation de dirigeant-e-s du parti et l'arrêt de six journaux. Les manifestations et les révoltes continuent jusque 2019 où El Béchir est destitué par un coup d'Etat militaire menant à un conseil de transition composé également de civils. Ces nouveaux pouvoirs devaient faire alterner un gouvernement militaire et un gouvernement civil (présidé par Hamdock, un ancien économiste de l'ONU) mais ces promesses des pouvoirs militaires ne sont pas tenues. Les révoltes populaires reprennent contre ces pouvoirs, ainsi que contre Hamdock accusé d'être un pantin des pouvoirs militaires et de l'impérialisme occidental en général.

Ce mouvement révolutionnaire s'organise à partir des comités de résistance. Ceux-ci s'initient au départ non pour promouvoir un projet politique mais pour s'organiser concrètement sur des questions de subsistance partagées par les populations en pleine crise économique (par l'entretien de réseaux d'eau et d'électricité, l'achat de matériel scolaire ou médical, la rénovation de bâtiments, la construction d'outils collectifs, le nettoyage d'ordures dans les espaces publics, l'entretien d'activités économiques nécessaires...) Ils regroupent ainsi plusieurs générations et types de populations et constituent des liens d'organisation et de confiance sur la durée. Ils prennent un rôle révolutionnaire à partir de 2013 où des révoltes commencent suite à l'indépendance du Soudan du Nord (riche en ressources pétrolières) et servent à organiser les mobilisations ainsi que les déploiements logistiques qui le permettent. Malgré des tentatives de démantèlement par l'Etat, ils restent actifs via des organisations politiques et des associations humanitaires et conservent la confiance des populations. Progressivement, l'esprit d'auto-organisation qu'ils portent servent l'idéal révolutionnaire de ce principe appliqué à tout le territoire national, formulé dans la rédaction d'une nouvelle constitution démocratique ou plus récemment de chartes révolutionnaire. Plus les révoltes prennent de l'ampleur, plus l'activité des comités semble s'intensifier et permet de constituer une force politique « par en bas » empêchant la récupération et la dissolution du mouvement révolutionnaire par l'Etat soudanais.

Les tactiques adoptées par ce mouvement révolutionnaire parviennent à maintenir une pression sur les élites au pouvoir. De nombreux blocages, accompagnant des grèves, laissent passer les ressources matérielles nécessaires à la subsistance des populations et bloquent principalement les échanges économiques, surtout militaires, avec l'Egypte (le principal fournisseur militaire du pouvoir soudanais). Les manifestations sont massives et peuvent atteindre le million, notamment lors des journées spécifiques comme le 6 avril où sont célébrées les révolutions soudanaises. Des sit-ins et occupations de place sont également d'ampleur grâce à l'organisation logistique des populations, notamment en 2021 où les manifestant-e-s parviennent à forcer les barrages militaires pour occuper la place du palais présidentiel pendant une logue



Des nouvelles de squats de sans papiers à Caen :

Le 1er novembre dernier le squat LA POUPONNIÈRE est ouvert rue d'Auge, près de la gare à Caen. L'assemblée contre toutes les expulsions et les habitant-e-s y organisent les activités et la vie sur place. Cette ancienne pouponnière fermée en mai 2022 accueille des hommes seuls, des familles, mais également des activités comme des concerts de soutien ou encore la première assemblée de lutte « inter-secteurs » autonome des partis et des syndicats.

Le 15 octobre 2022, l'AG de lutte contre toutes les expulsions officialise l'ouverture d'un squat dans un ancien presbytère, rue d'Authie à Carpiquet.



17 décembre 2021,
manifestation à Ouistreham :

Le 17 décembre dernier, nous sommes une petite centaine à battre le bitume en solidarité avec les occupant-e-s du campement de fortune de Ouistreham. Alors qu'une fine couche de neige recouvre encore les talus et le rond point du débarquement, quelques manifestant-e-s muni-e-s de banderoles bloquent les camions de marchandise. Après quelques minutes dans le froid glacial, c'est parti pour une déambulation dans les rues de la cité balnéaire. Des camions de marchandise sont de nouveau ralentis à l'entrée du terminal d'embarquement des ferries. Puis nous rejoignons le marché de Noël, avant de rejoindre le quai Charcot, non loin du campement. Depuis quelques heures quelques personnes s'affairent à monter une yourte dont l'assemblage sera finalisé les jours suivants.



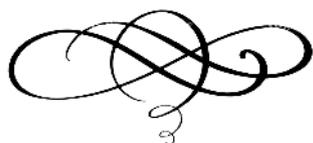
durée et y rentrer. Cette occupation est par la suite fortement réprimée avec mort-e-s et blessé-e-s. Cette forte répression s'accompagne de violences sur des individus isolé-e-s, parfois de viols, tout ce qu'on peut imaginer de chien-ne-s de garde militarisé-e-s qui tiennent à eux seuls une élite au pouvoir. Les révolté-e-s gardent leur détermination avec l'entretien d'une mémoire révolutionnaire par la succession de cérémonies de commémoration des martyrs mort-e-s de la répression. Les familles de martyrs se retrouvent ainsi souvent en tête de cortège. Cette solidarité face à la répression se vérifie par exemple au mois d'avril 2021 où, suite à une forte répression dans le sud du Darfour qui fait 200 mort-e-s, des manifestations dans tout le pays le même message « Tout le pays est le Darfour » malgré de fortes disparités régionales historiques.

En 2022, le mouvement reprend en juin par des sit-ins dispersés en juillet par des militaires. Le pouvoir annonce ensuite la dissolution du conseil de souveraineté de transition et le retrait de l'armée du processus politique une fois qu'un nouveau gouvernement sera formé. Les révoltes reprennent ensuite en août contre les opérations minières de compagnies russes qui polluent l'eau et le sol et contre les discriminations qui touchent certaines parties de la population. Les grèves reprennent fin septembre contre la montée des taxes et pour le départ définitif des militaires. Une nouvelle charte révolutionnaire, réécrite à partir de deux chartes différentes, est annoncée en octobre 2022 pour le pouvoir au peuple contre le coup d'Etat. Il s'en suit une vague d'arrestations mais qui ne parvient pas à stopper le mouvement qui continue encore activement aujourd'hui. Cette révolution qui se construit sur une histoire longue est inspirante pour faire face aux désillusions et au manque de perspectives des mouvements sociaux français. Elle démontre l'importance de l'auto-organisation sur des problématiques de subsistance concrètes là où les organisations politiques françaises se concentrent sur des problématiques salariales ou liées à l'emploi capitaliste. Si cette révolution est particulièrement meurtrière et sans doute épuisante, avec 116 mort-e-s et 7000 blessé-e-s de la répression au cours de l'année 2022, elle le serait sans doute moins en trouvant des solidarités concrètes internationales. Il serait intéressant de les entretenir par ici en France en créant des liens avec les exilé-e-s des dominations impérialistes, non seulement pour un accueil humain, mais également pour l'autodétermination des peuples partout contre les frontières et les Etat-nations capitalistes. Il serait également intéressant de désarmer les industriels, militaires notamment, qui servent ces dominations impérialistes. Rappelons que l'Egypte est l'un des clients réguliers de l'industrie française en matière d'armement. Il serait également intéressant, pour commencer à créer des liens avec des personnes qui peuvent se faire écho de ces combats, d'organiser des cérémonies pour les martyrs de la répression de cette révolution dans nos villes.

• Anonyme, Caen, décembre 2022.

GEORGES NAVEL ET L'ENCHANTEMENT

DU BEL ENTOUR



GEORGES NAVEL EST UN ICONOCLASTE, écrivain et prolétaire, un prolétaire qui fuit le plus souvent le travail et la ville pour retrouver les champs et les montagnes. Son anarchisme est tout aussi tortueux : formé par les syndicalistes révolutionnaires, il fréquente assidûment les anarchistes individualistes. Il prend ensuite, pendant une courte parenthèse, sa carte au Parti Communiste, tout en allant se battre aux côtés de la CNT espagnole, avant de revenir vers un mélange d'anarchosyndicalisme et de syndicalisme révolutionnaire au sein du Syndicat des correcteurs.

La nature tient une place essentielle dans sa vie, et il développe un rapport charnel avec elle. Dans *Chacun son royaume*, il écrit :

« Je devais m'efforcer de comprendre le langage secret de la nature et de son âme. Les yeux fermés, dans l'effacement de mon existence, un moment, le souffle suspendu, j'essayais de rejoindre le silence du caillou ou de la sève des arbres pour atteindre l'illumination espérée : la connaissance du plus haut bonheur ».

Georges Navel est né en Lorraine en 1904 dans une famille pauvre de paysans prolétarisés. Le père est manoeuvre dans une fonderie. La mère s'occupe de la maison et des huit enfants, tout en s'adonnant aux travaux des champs. C'est elle qui initie le jeune Navel aux choses de la nature et aux gestes paysans, lui transmettant la croyance en l'enchantement du monde, la joie simple et les forces cosmiques. Le jeune garçon préfère alors courir les bois plutôt que de rester enfermé dans une salle de classe.

Son enfance s'achève brutalement : sous les bombes de la Première guerre mondiale. Evacué en 1915 en

Algérie par la Croix-Rouge, il rejoint quelques mois plus tard sa famille exilée à Lyon. C'est ici qu'il fait ses premiers pas à l'usine, dès 12 ans. C'est aussi ici, au pays des Canuts, qu'il tisse ses premiers liens avec des syndicalistes et des anarchistes de tout horizon. Son frère l'emmène voir les « copains », auprès desquels s'éveille sa soif de savoir et sa révolte. Il fréquente assidûment les causeries populaires, les réunions, notamment dans le quartier populaire de la Guillotière, les chorales révolutionnaires. Il croise la route de beaucoup d'inconnus au fort caractère et à la grande érudition, et aussi quelques célébrités comme E.Armand, Louis Louvet et tant d'autres. Navel adhère avec fougue à l'anarchisme.

Il y croit. Peut-être un peu trop. Les grandes grèves de 1920 doivent précipiter la révolution, débutée en Russie. Elles seront un échec. Dans son usine, Navel est le seul à débrayer. L'apathie des masses effrite ses illusions sur la classe ouvrière. Il souhaite toujours la révolution sociale, mais ne croit plus beaucoup en sa réalisation.

Il reste anticonformiste pour autant, préférant l'errance du trimard à l'enchaînement dans l'usine, alternant les temps d'embauche avec la vadrouille. Appelé sous les drapeaux, il déserte et vit pendant sept ans sous une fausse identité. Ses pérégrinations l'emmèneront en montagne, avec la volonté de se rapprocher de l'enchantement de la nature, en contact avec le soleil, le vent, l'air, l'ombre ou l'eau. Il retourne le foin, cueille la lavande, ramasse le sel, tout en publiant des poèmes dans des revues anarchistes.

Il finit par s'installer dans le massif des Maures, aux Amandiers, dans un domaine de 40 hectares à flanc de colline.

« En élevant des poules, des lapins, des

abeilles, j'espérais tirer ma subsistance, lutter, vaincre la nature, faire pousser des légumes, loin des patrons, des chantiers, des bourgeois, vivre libre, dans une heureuse pauvreté. J'avais trente ans, des illusions. Il en fallait pour ma tentative. Mon capital d'entreprise se limitait à trois mois de vivres, le temps d'atteindre la récolte des pommes de terre, et d'un carré de haricots verts. Une poule que j'avais fait couver se promenait avec ses poussins, base de mon élevage futur. Dans une caisse mon clapier se limitait à une mère lapine et sa nichée. Pour cheval, j'avais mes bras et pour charrue la bêche et la houx » (*Sable et limon*).

C'est ici qu'il fait ses premiers pas d'écrivain. Il y rencontre aussi un certain Jean Giono, qui préface un de ses ouvrages. Pris par les travaux des champs et de la plume, il n'en oublie pas pour autant la question sociale, qui hante de toute façon ses romans. Il se laisse certes séduire par le PC, probablement influencé par son mentor en écriture Groethuysen. Il est lassé des milieux anarchistes individualistes qu'il continue de fréquenter, dont il reconnaît l'érudition et la force de caractère, mais supporte mal la désorganisation. Il se questionne aussi sur le pouvoir au moment révolutionnaire. Cette courte intrusion au « parti des vestes de cuir » n'empêche pas la lucidité à l'heure des choix au cœur du combat.

En 1936, Barcelone se soulève, avec à sa suite une partie de l'Espagne. Navel rejoint la colonne Ascaso, celle qui mène la révolution sociale en même temps que la guerre contre le franquisme, créant des collectivités agraires en Aragon. Pour passer en Espagne, il profite de connaissances libertaires à Perpignan. Il traverse la frontière le 29 juillet 1936, avec des Bulgares, des Serbes, des Italiens et quelques Français. Il est bien accueilli et découvre un Barcelone exaltant, dans une sorte d'état de fête intense.

« La liberté n'est pas un mot, elle est un fait. Le mot de volontaire est un mot exact. J'aime cet esprit de liberté mais qui doit être forcément accompagné d'une organisa-

tion sérieuse pour se maintenir » (*Sable et limon*).

Il rejoint après quelques jours le front d'Aragon et fait face aux problèmes logistiques de ravitaillement. Au bout de quelques semaines, Navel est victime d'une insolation et d'une violente gastrite. Malade, il rentre finalement en France.

De retour en Provence, il devient apiculteur, tout en rendant quelques services à la Résistance pendant la Seconde guerre mondiale. Il continue de mener travail manuel et travail de la plume, publie ses romans sur la vie ordinaire et la tristesse de la condition ouvrière, comme *Travaux* en 1945. Suivront *Parcours* (1950), *Sable et limon* (1952), *Chacun son royaume* (1960) et *Passages* (1982). Il vit un temps à Paris en tant que correcteur dans des journaux. Il mène sa vie dignement, essayant de se tenir droit et refusant de parvenir, non sans se soucier de l'agitation de son époque.

Navel ne rate pas les rendez-vous de l'histoire. Militien antifranquiste en 1936, résistant antinazi dans les années 1940, il avait déjà projeté de rejoindre la révolte anticoloniale d'Abdelkrim au Maroc dans les années 1920. En 1961, il appelle à l'insoumission en Algérie. Il parvient ainsi, jusqu'à sa mort, à « se maintenir comme individu ».

Toute sa vie durant, Georges Navel noue un rapport sensible avec la nature, où il aime se ressourcer. Pour Navel, elle est ce « bel entour » qui rend possible l'émerveillement, seul remède contre l'ennui de la vie.

« Chaque fois qu'il fait bon, que le vent cesse et que tout s'accorde avec la température, on a le sentiment d'être à sa place, entre le roc et le végétal, de recevoir des leçons des branches qui se balancent et du pépiement des oiseaux » (*Sable et limon*).

Cet amoureux de la nature est parfois tenté de la sacrifier. Il le sait, mais a une autre arme dans sa poche : l'humour, qui permet de mettre à distance, de se détacher et d'éviter de se prendre trop au sérieux.

Cette vie aux marges de la civilisation, il la souhaite, mais ne l'idéalise pas. Il évoque parfois son premier refuge où il expérimentait une sorte de

vie sauvage, les Amandiers, comme sa cage ou son nid. L'isolement lui pèse.

« C'est avec ce genre d'expériences que l'on devient intelligent. Connaissance de l'homme et des besoins réels. On a voulu se conserver homme malgré la classe, s'échapper des boîtes pour les loisirs, comprendre. On retombe dans un cul-de-sac. Il n'y a qu'une seule solution, la *solution collective* [...] Je ne souhaite qu'une chose : prendre une part active ou violente à la démolition du monde actuel » (*Sable et limon*).

La nature ne lui suffit pas. Il veut des rencontres, vivre des aventures, et surtout la plus belle : la ré-

volution. D'un côté l'enchantement, de l'autre la solitude. « Me voilà, c'est sûr, condamné à l'inaction politique tant que je serai ici », dit-il depuis les Amandiers (*Sable et limon*). La désertion a un prix. C'est pourquoi Navel est sans cesse tiraillé entre l'agitation au cœur du monde, à la ville, mais c'est une vie qu'il qualifie d'automate. La vie rurale, il en a besoin, mais elle lui est pesante. Navel navigue toute sa vie entre la grande ville et la campagne lointaine. Des travaux aux passages, Georges Navel parcourt ainsi l'existence avec un goût pour l'enchantement, qu'il trouve dans l'exercice de la liberté et un rapport sensible à la nature : ces deux éléments s'associent dans une sorte d'alchimie de l'émancipation.

JD

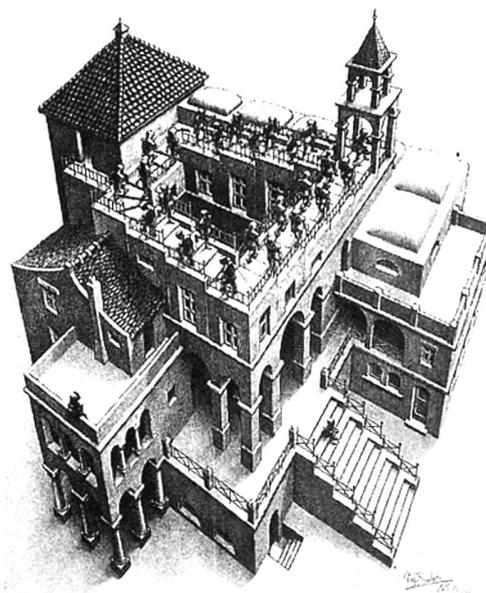


IL NE RESTE QUE LA FOLIE...

« *Le consumérisme a besoin de quelque chose de proche du fascisme pour continuer sa croissance* ».

JAMES GRAHAM BALLARD est un romancier britannique né à Shangaï en 1930, le plus souvent étiqueté « science-fiction ». Lui parlera plutôt de « *realfiction, comme on parle de realpolitik* » : le but est d'appréhender le réel en grossissant habilement certains traits. Il s'amuse ainsi à dénoncer le consumérisme et les modes de vie absurdes et violents qui en découlent – y compris les petites manies malsaines de subjectivités contrariées.

Après avoir connu l'expérience carcérale dans son enfance, enfermé dans un camp japonais à Shangaï entre 1943 et 1945, où son père dirigeait une firme, il retourne en Angleterre. Il découvre les surréalistes, la psychanalyse, la littérature d'Aldous Huxley et Georges Orwell, mais aussi d'Hemingway et de Kafka. Il entame des études de médecine, puis de littérature, vend des encyclopédies en faisant du porte-à-porte, et s'engage finalement dans l'armée de l'air. Il prend alors le temps de rédiger de la



science-fiction en attendant de retrouver la vie civile.

En 1957, il travaille pour un journal et finit par s'installer quelques temps après avec sa famille dans une petite banlieue londonienne. Il y restera toute sa vie, y trouvant ses sources d'inspiration. En 1964, il devient père célibataire et se consacre à ses enfants et à l'écriture. Il a alors affiné son style, autopsiant les formes

d'isolement et de pulsions morbides de l'individu contemporain pris dans une société saturée par la technologie et la marchandise.

Le premier cycle de romans de Ballard, publié dans les années 1960, se consacre aux quatre éléments, devenant les quatre apocalypses et anticipant l'étendue des ravages industriels. *Sécheresse* (1964) notamment va connaître un certain succès.

« *La sécheresse mondiale, désormais dans son cinquième mois, était l'aboutissement d'une série de crises prolongées ayant accablé tout le globe, à un rythme de plus en plus soutenu durant la décennie précédente. Dix ans plus tôt, une pénurie critique de denrées alimentaires s'était produite quand la saison des pluies attendue en un certain nombre d'importantes régions agricoles n'avait pas eu lieu. L'une après l'autre, des aires géographiques aussi différentes que le Saskatchewan et la vallée de la Loire, le Kazakhstan et la région du thé à Madras s'étaient changées en bassins de poussières arides. Les mois suivants n'avaient apporté que quelques centimètres de pluie ; au bout de deux ans, ces terres s'étaient trouvées totalement dévastées. Nouveaux déserts, elles avaient été abandonnées pour de bon, une fois leur population relocalisée* » (*Sécheresse*, 1964).

Ballard évoque le fait que ces romans sont traversés par ses propres angoisses, aussi bien vis-à-vis de la menace nucléaire que des catastrophes industrielles dans leur ensemble. Surtout, il brosse le tableau d'une déshumanisation en cours. Ses personnages sont indifférents aux autres, détachés d'affect, de plus en plus mécaniques et finalement dépourvus de véritable tendresse. C'est comme si la minéralité des villes et l'essor des machines leur asséchaient le cœur.

Ballard décrit cette déshumanisation aussi comme une dépossession, avec des existences conformistes placées sous contrôle et pourtant acceptées docilement :

« *Tout cela, bien sûr, sera du papier peint électronique, la toile de fond du spectacle principal dans lequel chacun d'entre nous sera à la fois la vedette et le second rôle. Toutes nos actions de la journée, d'un bout à l'autre du spectre de la vie domestique, seront instantanément enregistrées en vidéo. Le soir, confortablement assis, nous visionnerons les rushes, choisis par un ordinateur formé à ne retenir que notre meilleur profil, nos conversations les plus spirituelles et les expressions les plus émouvantes filmées au travers des filtres les plus généreux avant de les monter pour en tirer une reconstitution haute en*

couleur de la journée » (*L'avenir du futur*, 1977).

« *Le fait de pouvoir dépenser constituait une puissante motivation sociale ; chacun aspirait à se voir désigner dans le quartier comme le plus émérite des consommateurs, d'autant qu'il y était incité par le système d'affichage électrique des noms – avec en regard le montant des dépenses accumulées – qui apparaissaient sur un grand panneau installé dans le hall du supermarché. Plus on dépensait, plus on contribuait à augmenter le montant des ristournes dont bénéficiait la communauté. Et moins vous dépensiez, plus on vous considérait comme un parasite de la société, un pique-assiette vivant sur le dos des autres* » (*L'homme subliminal*, 1963).

Surtout, la liberté est réduite drastiquement. Dans un entretien, Ballard déclare qu'« *aujourd'hui, le seul dilemme auquel on est confronté est le choix entre deux paires de baskets* ». Les vies sont normalisées, aseptisées et les personnages de ses livres semblent s'accommoder de cette situation. La moindre perturbation réveille les plus bas instincts. Dans *IGH* (1975), la communauté d'un immeuble de 40 étages se brise suite à une panne électrique. L'accès à la piscine, le fonctionnement de la climatisation et le confort habituel se réduisent, les individus disjonctent.

« *Au début de l'après-midi, un premier incident opposa les étages rivaux, annonçant une nouvelle série de provocations. Les rouages de la division et de l'hostilité se remettaient en marche. On en resta à de simples escarmouches, mais Laing connaissait à présent la profondeur des antagonismes qui venaient ainsi crever à la surface de la vie de la tour en des points toujours plus nombreux. Certaines de leurs causes avaient toujours été claires : disputes au sujet du bruit ou du mauvais usage de l'équipement collectif, rivalités autour des appartements les mieux situés (loin du bourdonnement incessant des ascenseurs et des monte-charge)* » (*IGH*, 1975).

« *Armés de massues ou de javelots improvisés, les hommes accroupis faisaient cercle autour des flasques de whisky mises en commun. Illuminés par le faisceau des torches, les sacs de plastique derrière eux formaient comme un musée de résidus. Assis au centre, Wilder exposait les grandes lignes d'un nouveau plan d'attaque des étages supérieurs* » (*IGH*, 1975).

« *Accroupi près du feu, Laing vérifia la cuisson du berger alsacien à l'aide d'une brochette. L'air froid qui fuyait le long de la façade vers le haut de l'immeuble le fit frissonner. Laing*

s'efforça de ne plus penser au charnier. Il soupçonnait parfois certains habitants d'être revenus au cannibalisme – la chair avait été découpée sur de nombreux cadavres avec une précision toute chirurgicale. [...] "Tout va bien – le dîner est presque prêt" » (IGH, 1975).

Il y a certes l'aliénation généralisée décrite au scalpel par Ballard. Mais celui qui enfant quittait son quartier résidentiel luxueux pour parcourir les rues populaires de Shanghai, avec sa misère, n'oublie pas les divisions sociales. C'est d'ailleurs pour cela que les enclaves résidentielles fermées sont récurrentes dans son œuvre. Elles ne sont pas décrites pour leurs fastes. L'enclos apparemment homogène de la bourgeoisie ne peut pas s'empêcher de susciter des fractures.

« De fait, c'était bien à une redistribution verticale des trois classes traditionnelles que la tour avait d'ores et déjà procédé. La galerie commerciale du dixième traçait une frontière nette entre le « prolétariat » des neuf premiers niveaux, qui groupait les hôtes de l'air et d'autres techniciens de cinéma, et la section médiane, du dixième au trente-cinquième niveau – ce dernier, grâce à son restaurant et sa piscine, marquait une autre frontière. Là vivaient les classes moyennes de la tour, c'est-à-dire les représentants, égoïstes mais dociles au fond, des professions libérales [...]. Au-dessus d'eux, il y avait la classe supérieure des cinq premiers niveaux, la discrète oligarchie des entrepreneurs et des petits Césars d'affaire, des actrices de la télévision et des mandarins de l'université, avec leurs ascenseurs ultrarapides et leurs services particuliers, avec leurs escaliers couverts de tapis » (IGH, 1975).

Ballard s'amuse surtout à sonder les tréfonds de l'âme derrière les maisons propres et les haies bien taillées. Dans *Sauvagerie* (1988), des enfants prisonniers de ce meilleur des mondes assassinent leurs parents. Il faut bien tromper l'ennui. Dans *Super-Cannes* (2000), les cadres supérieurs des multinationales, en apparence bien sous tout rapport, s'évadent de leur « glauque paradis » en allant chasser les immigrants. Le même thème se trouve déjà dans *La face cachée du soleil* (1996). A chaque fois, les privilégiés violent et pratiquent la pédophilie, massacrent leurs voisins et voisines, s'abaissent à des penchants inavouables. La folie et la

violence sont un peu l'obligation dissimulée pour que ces petites dictatures librement consenties, où tout est prévu et surveillé, puissent se maintenir sur le long terme.

Son dernier roman ponctue magnifiquement son œuvre résolument critique : dans *Que notre règne arrive* (2006), un centre commercial détermine la vie de chacun et chacune sur fond de musique empruntée aux Nazis. Une nouvelle forme de fascisme se met doucement en place pour répondre aux exigences de la société de consommation. Tout va bien.

On pourrait croire que Ballard ferait des alternatives écolos la solution pour sortir de la caserne consumériste. Il prend le contre-pied dans une nouvelle de 1976, *L'ultime cité*, où le personnage principal s'émancipe de sa petite communauté écolo en vagabondant sur les ruines des anciennes villes industrielles. C'est certes aussi pour Ballard l'occasion de décrypter les origines de cette société déshumanisée : l'argent et le travail. Mais il invite aussi à se méfier des solutions prémâchées.

Ballard n'est bien sûr pas anarchiste. Même pas un révolutionnaire plus ou moins affiché. Mais les anarchistes et autres rebelles ont tout autant à faire des propositions pour démolir le principe d'autorité qu'à être attentifs et attentives aux propositions venant d'ailleurs. S'il n'y a pas de révolte chez Ballard – probablement davantage un pessimisme lucide mais plombant – il y a surtout en arrière-plan une critique radicale de nos sociétés et des idéologies qui la soutiennent. Il souhaite mettre en garde. Et ce n'est pas pour rien que dans *L'île de béton* (1974), le personnage principal arrive à se désintoxiquer du conformisme après avoir été recueilli par des marginaux et marginales squatters. Sortir volontairement du conformisme, des petites vies bien rangées dans lesquelles chacun et chacune suffoque, petites vies possibles seulement par l'exploitation d'une quantité d'autres individus et de la planète dans son ensemble, voilà peut-être une des invitations à entendre de l'œuvre de Ballard. Il peut après tout y avoir une autre folie, positive et émancipatrice : celle qui transgresse les frontières et les clichés, bouleverse la routine et le doux ronron du capital et de la bureaucratie. Y compris par la destruction furieuse et minutieuse du vieux monde pour bâtir un monde nouveau plus réjouissant.

RICHARD, ROBERT AND CO.

A l'assaut du ciel !

Fragments de révoltes.

« La volupté de la destruction est une volupté créatrice. »

Mikhail Bakounine.



14 SEPTEMBRE, METZ : Une douzaine de détenus du Centre de Rétention Administratif de Metz-Queuleu réussissent à se faire la belle. Vers 21h les maton-e-s observent une agitation qui se transforme rapidement en mutinerie. Le retour à « l'ordre » nécessite des renforts. Une fois rétabli, les gardes-chiourmes constatent médusés qu'il manque 12 personnes à l'appel.

31 OCTOBRE, HAUDELAINCOURT : L'alimentation électrique d'une station atmosphérique de pointe financée par l'ANDRA, pour promouvoir le centre d'enfouissement de déchets radioactifs voisin de Bure qu'elle gère, est incendiée. Les « *petites krapul-e-s* » à l'origine de cette balade automnale précisent « *Quand l'ANDRA offre des jouets aux scientifiques, nous aussi on a envie de jouer* » et d'ajouter « *Une pensée particulière aux compas incarcérés et en grève de la faim. A bas le nucléaire et crève la taule.* »

31 OCTOBRE, SAINTE-SOLINES : 8000 personnes réussissent à investir le

chantier de Méga-bassines. Le lendemain ce sont les canalisations chargées d'alimenter le projet qui sont « démentelées ». Le samedi, l'ambiance de composition politique qui préside aux états majors à l'origine de l'action est perturbée : la voiture de location de Yannick Jadot, d'EELV est bombée.

27 NOVEMBRE, ALENÇON : Les vitres de l'agence de prêt immobilier CAFPI dont Sophie Douvry, conseillère municipale LR est responsable, sont brisées. Des bombages à l'extincteur complètent le décor. Quelques semaines plus tôt, Sophie Douvry avait appelé ses électeurs à être moins généreux avec les SDF, afin de ne pas les attirer dans la ville.

11 DÉCEMBRE, LIGNE THT FESSENHEIM-PARIS : Des boulons d'un pylône THT sont dévissés, ce qui le fragilise et rend sa statique compromise. Cette action contraint a minima l'opérateur à inspecter l'ensemble des pylônes de la ligne. À noter qu'une telle opération n'est pas sans dangers et mérite d'être préparée. Cette action s'est exercée en solidarité avec Alfredo Cospito : « *La forme la plus passionnée de solidarité révolutionnaire consiste à poursuivre les luttes pour lesquelles nos compas sont derrière les barreaux.* »

31 DÉCEMBRE, METZ : Une mutinerie éclate au sein du centre de rétention administratif de Metz-Queuleu. Après une fouille et la confiscation de matériel, un détenu refuse de rentrer dans sa cellule. Une vingtaine d'autres se solidarisent. Du mobilier

est cassé, dans la cour le macadam se transforme en projectiles grâce à une plaque d'égout. Des équipes de maintien de l'ordre font leur sale besogne. Un détenu est condamné à 11 mois fermes, un autre à 14 mois.

6 JANVIER, GROSLAY : Plus d'une soixantaine de véhicules saisis par la police partent en fumée au sein de la fourrière où ils sont entreposés.

12 JANVIER, COLOGNE : Une ligne ferroviaire servant à transporter du charbon est sabotée en solidarité avec le lutte de Lützerath. Là bas l'entreprise RWE veut agrandir une gigantesque mine de Charbon qui s'étend sur la superficie de la ville de Lyon. Depuis 2020, un hameau exproprié est occupé. Quelques jours après cette action de solidarité, les expulsions commencent.

26 DÉCEMBRE, ATHÈNES : Des engins du chantier de métro d'Athènes sont incendiés. Ces nouvelles lignes de métro devraient desservir de nouveaux quartiers, dont le quartier rebelle d'Exarchia où sont concentrés de nombreux squats anarchistes ou d'exilés et des locaux subversifs. Il s'agit d'accélérer la gentrification et la pacification de ces quartiers et d'accélérer les flux de travailleurs/consommateurs de la métropole, de la rendre plus attractive.

18 JANVIER, MÛLHEIM-AN-DER-RURH : Un voiture de l'entreprise STRABAG est incendiée. Cette entreprise allemande exerce ses « talents » dans une foulditude de domaines de la construction de prisons ou d'autoroutes à la collabora-

tion avec des trusts énergétiques comme RWE. Cette dernière est impliquée dans l'extension de la méga-mine de Charbon de Lützerath. Une manière de prolonger l'occupation du hameau sur place, expulsée par les forces de l'ordre. « *Lützerath est partout* ».

19 JANVIER, TOULOUSE : Deux bornes de recharge de voitures électriques sont incendiées. « *Nous ne voulons ni mines de charbon ni mines de lithium. Ces bornes de recharges vont rendre toujours plus grand le besoin en électricité et en production de nouvelles voitures, qui ne peut se passer de l'industrie carbone. Le nucléaire n'est donc la promesse d'aucune transition mais cette constante accumulation des moyens industriels pour un marché de l'énergie en plein boom. Les usines de charbon ré-ouvrent en France pendant qu'elles s'étendent en Allemagne. Au même moment, le nucléaire obtient le label vert pour s'imposer en Europe, et l'électricité est le prétexte aux extractions des terres rares. Ne cédon pas au chantage : Ni charbon ni nucléaire ! Nous ne réduirons notre consommation qu'à condition de réduire le capitalisme à un cauchemar du passé.* »

21 JANVIER, ATLANTA : Une manifestation sauvage est organisée suite à l'assassinat par la police de Manuel Teran, anarchiste impliqué dans la lutte contre l'implantation d'un camp d'entraînement de la police (Cop City) dans la forêt de Welaunee. Le 18 janvier, celui que ses compagnon-ne-s de lutte surnommaient « Tortuguita » a été abattu par balles par les flics lors d'une « opération policière » sur place. Durant la sauvagerie deux voitures de police sont attaquées, une incendiée, les vitres d'entreprises impliquées dans le projet brisées. La veille, à Portland, des anarchistes ont brisé les fenêtres des locaux de l'entreprise UPS, l'une des plus impliquées en matière de dons au pro-

jet Cop City, et allumé plusieurs feux.

24 JANVIER, PARIS : La circulation des trains de la Gare de l'Est à Paris a été interrompue 48 heures. Dans la nuit, des câbles électriques aux abords de la voie ferrée et d'une installation SNCF ont été incendiés. Un moyen parmi d'autres de briser la routine et de commencer à bloquer le pays.

26 JANVIER, TOULOUSE : Les vitres d'un LIDL sont brisées et une station de service ELAN est mise en service. La « *reine des neiges et son bonhomme* » revendiquent l'action qui vise à niquer des « *profiteurs de crise* », « *Contre l'exploitation de la nature et de l'humain* ».

29 JANVIER, MINNEAPOLIS : Les vitres et les distributeurs de banques impliquées dans le projet Cop City sont attaquées. L'action répond également à l'assassinat le 7 janvier de Tyre Nichols, afro-américain battu à mort par les unités spéciales de police SCORPION, montées pour faire régner la loi à leur manière dans les quartiers noirs et populaires de Memphis.

29 JANVIER, FALAISE : La gendarmerie est attaquée au cocktail Molotov et le véhicule personnel d'un gendarme garé à proximité est incendié.

30 JANVIER, SAINT-BENOIT : Les vitres de l'entreprise INNOVATEC qui travaille à sécuriser les sites de Méga-Bassines des deux Sèvres sont fracassées.

6 FÉVRIER, RENNES : Blocage de la fac de Rennes 2. En début d'après-midi, le mobilier est utilisé pour bloquer et barricader les entrées. La Présidence de l'Université a alors suspendu les cours jusqu'au jeudi.

8 FÉVRIER, RENNES : Alors qu'un meeting est organisé par la NUPES à la salle de la Cité, 200 étudiant-e-s investissent la salle. Les organisateurs et organisatrices du meeting décident de quitter les lieux et de s'associer à l'occupation. Celle-ci

dure toute la nuit avant que les flics n'expulsent au matin.

9 FÉVRIER, TOULOUSE : Alors que le ministre du travail est invité par La dépêche du Midi pour faire la promotion de la réforme des retraites, le « *Collectif inter-luttes tchou-tchou* » sabote les voies de chemins de fer. Des câbles électriques de la gare de triage de Lespinasse ont été détériorés et incendiés.

10 FÉVRIER, MURET : Deux véhicules appartenant à une entreprise impliquée dans le projet d'autoroute Castres-Toulouse sont incendiés.

11 FÉVRIER, CAEN : Quelques banques sont bombées aux abords de la manifestation contre les retraites. On peut notamment lire des messages de solidarité avec Alfredo Cospito, contre le capitalisme et l'Etat, des appels à la révolution ou encore à la guerre sociale, et un « *Big up Charles* ».



Je m'en allais, les poings dans mes poches crevées ;
Mon paletot aussi devenait idéal ;
J'allais sous le ciel, Muse ! et j'étais ton féal ;
Oh ! là ! là ! que d'amours splendides j'ai rêvées !

Mon unique culotte avait un large trou.
– Petit-Poucet rêveur, j'égrenais dans ma course
Des rimes. Mon auberge était à la Grande-Ourse.
– Mes étoiles au ciel avaient un doux frou-frou

Et je les écoutais, assis au bord des routes,
Ces bons soirs de septembre où je sentais des gouttes
De rosée à mon front, comme un vin de vigueur ;

Où, rimant au milieu des ombres fantastiques,
Comme des lyres, je tirais les élastiques
De mes souliers blessés, un pied près de mon cœur !

Arthur Rimbaud,
« Ma bohème »,
(1870).